ISSN 0024-7650

M 6189 - 984 - 6,00 F
3796189006007 09840

CHILI : le pape bénit, Pinochet matraque
ARGENTINE : la réaction et sa très Sainte mère l'Eglise

p. 16

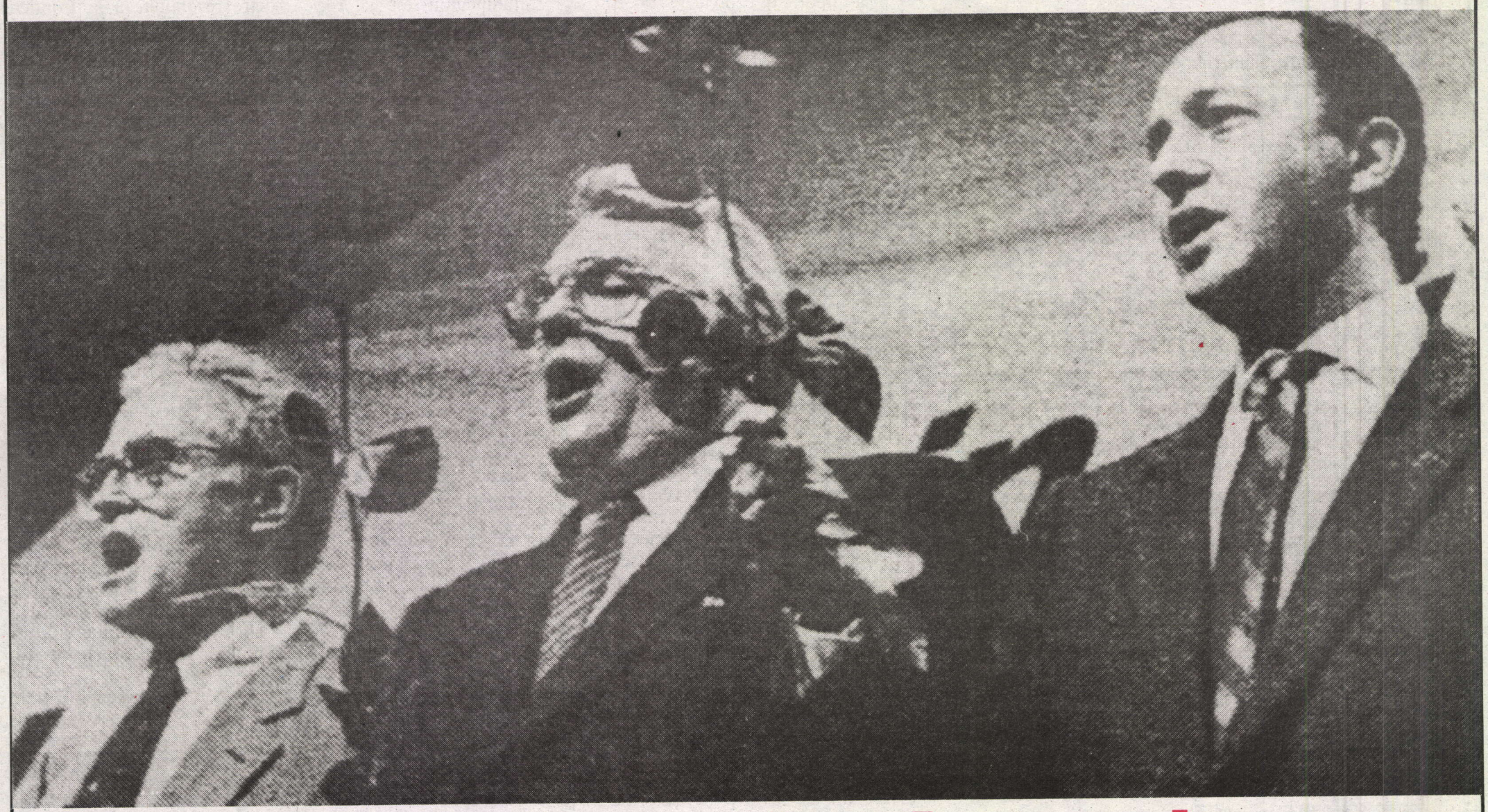
lutte ouvrière

la droite unanime... *pour se tirer dans les pattes*

p. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 984 - 11 avril 1987 - prix : 6 F

Le Parti Socialiste prépare les présidentielles :



un langage plus à gauche pour mieux tromper les travailleurs

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 5
— Nouvelle-Calédonie : Non au référendum truqué.
Page 10 :
— Espagne : un procès qui épargnera bien des huiles.
Page 16 :
— Voyage du pape en Amérique latine au Chili et en Argentine.

INTERIEUR

Page 4
— En bref.
— Télé-Bouygues, télé-fric.
Page 5
— A droite, je t'aime... moi non plus !
— La vermine raciste à l'œuvre.
Page 6:
— Les investissements sont fantômes, mais pas les profits.
— Loyer : le pompier incendiaire.
— Transports en commun : des prix choc pour un ticket pas chic.
Page 8
— Derrière les barreaux.
Page 9
— A propos de la "grande UNEF des années 1960".

DANS LES ENTREPRISES

Pages 11, 12 et 13
— Bonneterie (Troyes), Chausson (Meudon), SNECMA (Gennevilliers), Alsthom Atlantique Rateau (La Courneuve), Alsthom (Saint-Ouen), Philips, Chèques Postaux (Dijon), Foyers PTT Charcot.
— La mort d'une infirmière en gare d'Evry-Courcouronnes.

LOISIRS ET CULTURE

Page 14
— Films : *Le thème* de Gleb Panfilov, *Le grand chemin* de Jean-Loup Hubert.
Page 15
— Livres : *La route* de Vassili Grossman, *Belle de mai* de Roger Bordier.
— Rééditions en collection de poche : *Le mur de la peste* d'André Brink, *Vienne au crépuscule* d'Arthur Schnitzler, *Les poilus* de Joseph Delteil.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
_____
_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

COURRIER DES LECTEURS

"France terre d'asile ?"

"C'est à Aubervilliers que se trouve le Centre de réception des étrangers de la préfecture de police de Paris. C'est bien là que les étrangers demeurant à Paris, à l'exception des ressortissants de la CEE, doivent se présenter pour obtenir leurs papiers. Que ce soit pour la carte de séjour ou le titre de voyage, ils font la queue tout au long de la montée, derrière une grille qui les sépare de 5 mètres de la porte d'entrée.

Depuis 7 heures du matin ou même avant, de lundi à vendredi, en hiver comme en été, des centaines de travailleurs immigrés et de réfugiés politiques attendent l'ouverture des bureaux sous la pluie ou la neige, sans savoir même s'ils seront reçus. Car à 9 heures, ce n'est que par petits groupes qu'ils pourront rentrer et se présenter au guichet où un fonctionnaire de la préfecture leur donnera un numéro pour un autre guichet — il y en a 20 pour constituer les dossiers — ou les renverra chez eux sous n'importe quel prétexte. Il y en a qui font la queue pendant sept heures dehors et quand ils arrivent au guichet on les rejette car il y a un papier qui manque, ou bien c'est encore trop tôt pour faire une demande de renouvellement.

En plein mois de février, avec — 5 °C, sous la neige, une dame âgée d'origine indienne qui s'appuyait sur une canne est tombée par terre car elle ne pouvait pas se tenir debout longtemps. On l'a conduite jusqu'à la grille où l'on a demandé au policier de la porte de la laisser entrer s'asseoir et se réchauffer. Le policier est allé lui aussi demander et il est revenu vingt minutes après pour lui ouvrir la grille et la faire entrer, tout en poussant les autres pour les empêcher de l'accompagner.

Tous les employés qui sont derrière les guichets hurlent au lieu de parler, sans aucun motif. Ils prennent pour cibles des gens qui n'ont aucune défense, même pas parfois celle de la réponse, parce que les étrangers risquent de ne pas avoir leur autorisation de séjour en France et d'être renvoyés chez eux, ou tout simplement parce qu'ils ne comprennent pas encore bien la langue française.

L'humiliation est la règle générale sous toutes les formes possibles. Et la manière dont se fait la fouille personnelle à l'entrée sous prétexte de sécurité en est une : au moment de passer par le détecteur de métal, un homme s'est vu obligé d'ôter sa ceinture et de tenir ses pantalons avec ses deux mains pour qu'ils ne tombent pas, car celle-là avait une grosse fermeture métallique qui faisait "trop de bruit".

Ces hommes et ces femmes qui sont ainsi traités comme des marionnettes, pire que des chiens, sont des travailleurs ou des étudiants qui pour une raison ou pour une autre ont été contraints de quitter leur pays d'origine. Des pays que la France des parasites a asservis, pillés, et appauvris, ou des pays de dictatures sanglantes où la prison et la disparition sont le pain quotidien et que la France "terre d'asile" a "accueillis".

Pas question pour ces hommes et ces femmes d'oublier le fait que même s'ils sont aujourd'hui en France — pays développé, libre et démocratique — c'est à condition qu'ils soient dociles et obéissants ; et même tout en l'étant ils peuvent être reconduits à la frontière sans motif pour la seule raison d'être nés ailleurs ; pas question d'oublier qu'ils seront toujours des marginaux, le dernier échelon de cette société".

"Contre les fermetures de classes"

A Maisons-Alfort, dans la région parisienne, des parents d'élèves confrontés à des problèmes de fermeture de classes protestent. Un lecteur nous écrit :

"Quand nous avons appris à la rentrée des vacances de février que sur la commune de Maisons-Alfort (94), étaient prévues 7 fermetures de classe, alors que le nombre des enfants augmente à la prochaine rentrée scolaire, nous avons décidé à quelques-uns, parents et enseignants, de provoquer une réunion de l'ensemble des parents et enseignants de la commune.

La semaine suivante, à cette réunion, plus de 200 parents étaient présents. Les propositions d'action ont alors fusé, ce qui montrait bien la détermination des parents sur ce problème des fermetures : signature de pétitions sur les marchés de Maisons-Alfort, occupation des écoles, rassemblement à l'académie de Créteil, délégation à la mairie de Maisons-Alfort.

Et effectivement, dans la semaine du 20 au 27 mars, les 7 écoles concernées par les fermetures ont été occupées à tour de rôle, puis toutes ensemble le vendredi 27, jour où une forte délégation de parents et d'enseignants se sont rendus à l'académie au moment où se tenait le CTP (Comité technique paritaire devant statuer sur les fermetures).

Les occupations se sont faites dans la bonne humeur. A l'école des Planètes où je suis parent d'élève, nous nous sommes retrouvés à une trentaine de parents à occuper l'école le mardi 24, dont certains parents venant d'autres écoles. Dans les discussions sur les marchés et pendant les occupations, les fermetures de classes étaient rapprochées de toutes les mesures d'austérité actuellement prises.

Notre action a finalement porté ses fruits puisque sur la commune, sur les 7 fermetures envisagées, 4 seulement ont été maintenues. Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot concernant les 4 classes encore menacées. Un "Comité de vigilance" s'est constitué et reste mobilisé pour la prochaine rentrée".

Un parent d'élève
(Maisons-Alfort - 94)

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
Samedi 11 avril - de 15 h à minuit
Château de Cangé - St Avertin
(près de Tours)
SPECTACLE, MUSIQUE, JEUX, EXPOSITIONS, DÉBATS
A 19 H 30 GRAND COUSCOUS
ET A PARTIR DE 21 H SOIRÉE ANTILLAISE AVEC "EXOTICA"

Le PS prépare les présidentielles

Un langage plus à gauche pour mieux tromper les travailleurs

Le récent congrès du Parti Socialiste s'est, d'après les journaux, terminé par l'*Internationale,* chantée par tous les congressistes, que ce soit Mauroy, Fabius, Chevènement ou Rocard, tous anciens ministres du gouvernement socialiste. Les mêmes journalistes ont noté que c'était la première fois que cela arrivait depuis 1981, où le Parti Socialiste avait accédé au gouvernement.

Tant qu'il était au gouvernement, le PS avait oublié le chant des travailleurs. Maintenant que le PS est dans l'opposition, comme par miracle il retrouve la mémoire de la musique.

Il est vrai qu'on est à un an des élections présidentielles et que le candidat du Parti Socialiste, que ce soit Mitterrand ou Rocard, aura besoin des voix des travailleurs et en particulier de ceux qui votent habituellement pour le Parti Communiste.

Mais, de ce retour de l'*Internationale* dans les congrès socialistes, peut-on déduire que si le Parti Socialiste revient au gouvernement, il fera une politique en faveur des travailleurs ? On le pourrait peut-être, certes, mais ce serait se tromper lourdement que de le croire.

Un exemple ?

D'une part, le gouvernement nous parle du déficit de la Sécurité sociale, déficit de 24 milliards, qu'il va falloir compenser soit par de nouvelles diminutions des remboursements aux assurés, soit par des cotisations salariales supplémentaires, soit par l'impôt sur les revenus (des plus pauvres bien sûr, car on diminue l'impôt sur les bénéfices des sociétés).

Dans le même temps, le Parlement va approuver, y compris les députés socialistes pourtant dans l'opposition, un budget d'armement de 474 milliards : vingt fois le trou de la Sécurité sociale, pour les cinq ans à venir. Ce qui fait, chaque année, quatre fois le trou de la Sécu. Il y aurait de quoi en adoucir des peines et des misères avec cet argent qui va servir aux marchands d'armes du monde entier. Car cela ne fera même pas tourner que les usines françaises, cela fera tourner toutes celles où les financiers français ont des intérêts, directs ou indirects, y compris aux USA.

Et les députés du Parti Socialiste ont été d'accord. Chanter à leur congrès pour récupérer les voix des travailleurs, ils veulent bien. Mais mener, même dans l'opposition, une véritable politique de gauche, ces messieurs ne le veulent même pas. Car ils veulent beaucoup plus plaire à la bourgeoisie, aux possédants, aux financiers, qu'ils ne veulent plaire à ceux-là mêmes dont ils veulent, et dont ils volent, les voix.

Déjà, n'oublions pas que les mesures les plus ignobles du gouvernement actuel sur la Sécurité sociale ne sont que l'application, et bien sûr l'aggravation, de décisions prises pour la première fois par le gouvernement socialiste. Par exemple, en ce qui concerne la Sécurité sociale, les médicaments remboursés à 40 % et le forfait hospitalier sont des innovations du gouvernement socialiste.

Alors, les ministres socialistes ne sont pas à un chant révolutionnaire près. Mais ce sont les travailleurs qu'ils veulent faire danser.

Et donc, dans un an, quand ces gens-là vont nous demander de voter pour leur candidat, que ce soit Mitterrand, le champion de la cohabitation avec un gouvernement réactionnaire, ou que ce soit Rocard, le flanc droit du Parti Socialiste, les travailleurs devront se refuser à les cautionner, même si on a l'impression que c'était "moins pire" avec la gauche qu'avec la droite.

C'est pire aujourd'hui, parce qu'aujourd'hui c'est pire qu'hier, mais, demain, si la gauche revenait au pouvoir, ce serait, elle aussi, pour faire une politique pire envers les travailleurs que celle de ses prédécesseurs. Les travailleurs n'ont pas à lécher la main qui les opprime, ni la main droite de la bourgeoisie, ni sa main gauche.

Aujourd'hui, le Parti Communiste dit la même chose du Parti Socialiste. La différence est que nous, nous le disions déjà avant 1981, et que les dirigeants du Parti Communiste ne le disent que depuis qu'ils ont quitté ledit gouvernement. Mais, pendant trois ans, ils ont été les complices de cette politique et, en tout cas, ils ont contribué à la mettre en place au temps où ils étaient ministres.

Alors nous pensons, et nous disons, que la classe ouvrière ne peut rien espérer changer au moyen des élections présidentielles. Que nous ayons Barre, Rocard, Chirac ou Mitterrand comme président, ce sera toujours la même politique.

La seule politique, aujourd'hui comme hier ou comme demain, pour la classe ouvrière, c'est de se servir de ses propres armes, de se servir de son rôle dans l'économie. Ce qui aurait pu faire reculer les gouvernements, de gauche comme de droite, c'est des luttes comme celles de la jeunesse des mois de novembre et décembre. Ou comme celles des cheminots de décembre et janvier. A condition que des luttes comme celles des cheminots s'étendent à d'autres travailleurs, sinon à l'ensemble de la classe ouvrière. Cela, il faut que les travailleurs en soient convaincus. Il faut qu'ils osent le dire, il faut qu'ils sachent le faire. Sinon notre sort ne fera qu'empirer.

Les élections présidentielles ne changeront rien. Nous, à Lutte Ouvrière, nous nous servirons de ces élections pour dire et redire cela et permettre aux travailleurs que les événements amènent à penser comme nous, de se compter sur notre candidature. C'est tout ce que les travailleurs les plus conscients, parmi ceux qui ont le droit de vote, pourront faire en cette circonstance dont on va nous rebattre les oreilles pendant un an.

Arlette LAGUILLER

TROU DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

"États généraux" et taratata...

Séguin, le ministre des Affaires Sociales, prévoit 24 milliards de déficit pour la Sécurité Sociale fin 1987. C'est lui-même qui le dit : la Sécurité Sociale est *"malade du chômage"*, ce qui coûte 100 milliards par an à l'ensemble des régimes.

Séguin veut faire des *"Etats Généraux de la Sécurité Sociale"*. A défaut de faire prendre par le gouvernement des mesures obligeant les patrons à investir et à créer des emplois, le ministre espère régler le problème en faisant discuter les syndicats, puis le Parlement, de façon à essayer de mouiller le plus de monde possible dans les décisions impopulaires qu'il compte prendre. Il annonce déjà la couleur en disant qu'il faudra trouver des recettes nouvelles précisant qu'il faut *"se demander s'il n'y a pas lieu de procéder à un redéploiement des prélèvements obligatoires sociaux, mais aussi fiscaux"*.

Depuis qu'il est ministre des Affaires Sociales, Séguin ne fait pas mystère qu'il veut augmenter les cotisations. C'est ainsi qu'il a déjà imposé + 0,7 % sur la cotisation vieillesse depuis l'été dernier. Quant aux prélèvements fiscaux, c'est lui qui a imposé les 0,4 % d'impôts supplémentaires que les contribuables ont dû acquitter avec le premier tiers provisionnel de 1987. C'est dans cette voie que Séguin veut persévérer car il trouve que ce n'est pas assez. 1 % supplémentaire rapporterait 25 milliards.

Il le dit et il le redit, il veut soit diminuer la couverture de la protection sociale, soit faire payer plus les travailleurs et les contribuables, mais surtout pas les patrons. Celui qui avait sommé les Français de choisir entre *"la viande rouge"* et les médicaments, récidive avec des formules plus enveloppées en déclarant que c'est aux Français de dire *"quelle part de leur revenu national ils souhaitent affecter à la consommation des soins"* et en leur demandant de s'interroger *"sur le partage entre la prévoyance collective assurée par la Sécurité Sociale et la prévoyance individuelle complémentaire assurée par les mutuelles et les compagnies d'assurances"*.

La presse a laissé entendre que le ministre pourrait être partisan de taxer tous les revenus, y compris les placements financiers. Elle rappelle que la CGC — le syndicat des cadres — avait réclamé une taxe parafiscale sur les valeurs mobilières, excluant les placements en investissements et les achats d'actions. Mais le ministère des Finances, qui ne souhaite pas de répercussions sur la Bourse, a démenti qu'un projet de taxation sur les transactions de valeurs mobilières soit à l'étude.

La CGT réclame, elle, à juste titre, que les revenus financiers soient taxés autant que les salaires, c'est-à-dire à 12 %. Si on en croit *L'Humanité* du 9 avril, les plus-values boursières en 1986 ont été de 600 milliards. A 12 %, cela ferait 72 milliards de rentrées, soit trois fois le déficit prévu pour la Sécurité Sociale en 1987...

Il est évident que l'objectif du gouvernement ne peut être que d'endormir le mécontentement des travailleurs et d'empêcher que la Sécurité Sociale, cheval de bataille de concurrents électoraux, ne lui porte trop ombrage aux prochaines présidentielles. Le gouvernement rêve de pouvoir faire ce qu'avaient fait en leur temps les gouvernements de gauche qui l'ont précédé, qui avaient pris, eux, des mesures contre la Sécurité Sociale — le forfait hospitalier, la hausse de 1 % de la cotisation, le classement de certains médicaments en "médicaments de confort" remboursés 40 % au lieu de 70 % : Bérégovoy et Georgina Dufoix avaient administré les premières potions, et pas avec le dos de la cuiller ! — mais en ayant neutralisé autant que faire se peut les organisations qui se disent les représentants des travailleurs. Selon le vœu de Séguin et du gouvernement pendant qu'un prétendu dialogue s'instaurerait, on continuerait à faire les poches des travailleurs.

Du moins autant que ceux-ci voudront bien être dupes. Car rien ne dit que c'est parce qu'ils se sont laissés faire par un gouvernement de gauche menant la même politique, qu'ils soient toujours prêts aujourd'hui à se laisser faire par un gouvernement de droite.

Les responsables du chômage — et donc du trou de la Sécurité Sociale — ce sont les bourgeois et non les travailleurs. Ce sont les bourgeois qu'il faut donc faire payer. Ils étalent suffisamment de richesses pour prouver qu'ils sont solvables. Et si les travailleurs veulent garder la santé et le reste, il est grand temps qu'ils les fassent cracher.

Louis GUILBERT

Télé Bouygues, télé fric

Bouygues vient donc de souffler TF1 à son concurrent Lagardère. Officiellement c'est parce qu'il a fait meilleure impression devant la commission des experts et les caméras de la télé. En réalité, c'est le résultat d'une âpre lutte dans les coulisses du gouvernement et du monde des finances qu'aucune caméra ne filmera jamais.

Mais que nous importe le vainqueur de cette course au pognon. Bien malin celui qui pourrait dire ce que changera, pour la chaîne la plus regardée, paraît-il, d'appartenir au «roi du béton» plutôt qu'à un grand de l'édition... et de l'armement. L'un comme l'autre n'avait pour souci en l'acquérant que de faire du fric.

Pour être honnête d'ailleurs, il faut dire qu'il n'est pas sûr que cela change grand-chose avec ce qu'elle est aujourd'hui. Car le fait d'être aux mains de l'Etat, c'est-à-dire sous le contrôle du gouvernement, ne faisait nullement de la télé un service public c'est-à-dire une télé au service du public.

Pour cela, pour que les énormes possibilités que la télévision recèle effectivement pour le développement de la culture ou pour une information de qualité, soient pleinement exploitées, il faudrait qu'elle soit aux mains de la collectivité tout entière et sous son contrôle. Ce n'est pas plus le cas avec une télé gouvernementale qu'avec une télé patronale.

En tout cas, ce que la compétition entre différents groupes capitalistes pour l'acquisition des différentes chaînes de télé nous a rappelé, c'est que de l'argent il y en a à foison. Pour des gens comme Bouygues ou Lagardère c'est un jeu d'enfant de trouver trois milliards de francs, le prix auquel l'Etat leur a offert TF1.

De l'argent, les bourgeois en ont, et pourtant la crise continue. La crise continue parce que depuis des années ces bourgeois n'investissent pas. Et un récent rapport de l'Institut National de la Statistique avertissait qu'ils n'avaient nullement l'intention de le faire davantage dans un avenir proche, bien au contraire.

Pourtant depuis des années les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont demandé des sacrifices aux travailleurs afin de permettre aux entreprises de faire du profit pour qu'elles puissent investir et que l'économie puisse repartir. C'est le même prétexte qui a servi à multiplier les cadeaux de toute sorte, les subventions, les exemptions, aux patrons. C'est le prétexte qu'on nous sert aujourd'hui encore pour justifier le blocage de nos salaires.

Le voilà bien le mensonge. Grâce aux sacrifices qui nous sont imposés depuis des années, les capitalistes font maintenant, en pleine crise, des profits records. Ils n'ont jamais eu autant d'argent à leur disposition.

Mais ils s'en servent pour s'enrichir encore, en achetant des actions en bourse, c'est-à-dire pour s'échanger entre eux des petits bouts de papier qui représentent peut-être de plus en plus d'argent, mais qui ne produisent rien et qui ne donnent du travail à personne. Ou encore, comme vient de le faire Bouygues avec les profits tirés de travailleurs du bâtiment et des travaux publics du monde entier, consacrés à l'achat de TF1, à s'acheter des entreprises existantes mais pas pour en créer de nouvelles. La plupart du temps au contraire, ces «repreneurs», loin de donner plus de travail, commencent par réduire le personnel.

Oui, plus ils ont de fric, plus ils spéculent et moins ils investissent.

Une chose est sûre. Le blocage des salaires est totalement injustifié. Il ne servira pas à aider l'économie à redémarrer ni à résorber le chômage. Il servira aux plus riches à devenir plus riches encore en agrandissant leur «empire», en mettant la main sur toujours plus d'entreprises existantes, quitte à réduire encore plus le nombre de gens au travail.

Ce qui aurait une chance au contraire de relancer l'économie, ce serait l'augmentation des salaires, qui pourrait relancer la consommation.

Alors oui, ce qui est à l'ordre du jour, c'est une lutte d'ensemble contre le blocage des salaires et pour une augmentation générale de ceux-ci.

Editorial des bulletins d'entreprise du 6 avril 1987

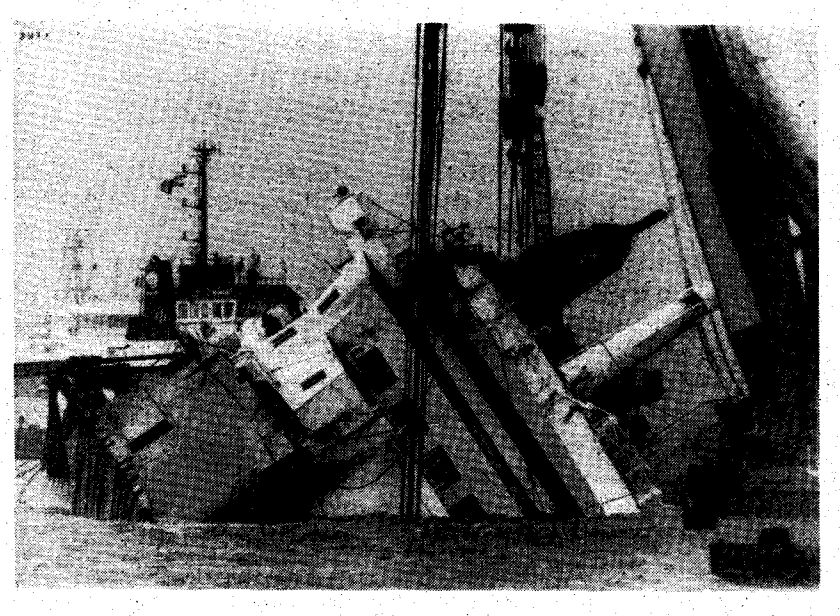
En bref

Le "Héraut de la libre entreprise" renfloué

A Zeebrugge, le *Herald of free Enterprise* est donc redressé et sera bientôt en train de flotter sur la mer. On sait déjà que la coque n'a pas été endommagée, comme le capitaine et la Cie Townsen Thoressen l'avaient laissé entendre pour dégager leur responsabilité. On connaîtra bientôt le nombre exact des victimes, et on saura donc si tous les passagers avaient été enregistrés, comme cela a été contesté.

Mais surtout, dans quelque temps, le *Herald of Free Enterprise* recommencera à naviguer, car un tel navire cela vaut de l'argent et il est hors de question qu'il reste immobilisé. Peut-être que la compagnie débaptisera son bateau, pour éviter que les touristes ne le reconnaissent. Sans doute donnera-t-on au prochain capitaine (on n'ose imaginer qu'on reprendra le même, mais après tout, qui sait ?) des consignes draconiennes sur la fermeture des portes. Mais le *Herald* va de nouveau servir, comme d'ailleurs n'ont jamais cessé de le faire les autres navires du même type qui continuent à faire les liaisons Grande-Bretagne-Continent.

Car le scandale, maintenant, c'est que tout continue comme avant. Qu'importe le risque pourvu que l'argent rentre. La «libre entreprise», c'est cela...



Ariane : la France est plus douée pour expulser des diplomates soviétiques que pour faire partir sa fusée

Plus le temps passe plus l'affaire Ariane-espionnage tourne à la farce. Deux des cinq espions ou prétendus espions arrêtés par les autorités françaises ont dû être remis en liberté, dont la citoyenne soviétique qui aurait été l'œil du KGB parmi la bande. Quant aux trois autres, il faut bien admettre que le «degré de confidentialité» des dossiers auxquels ils ont eu accès était «faible». Autrement dit la police n'a guère de charges sérieuses contre eux. Mais un gouvernement de droite se doit bien de temps à autre d'agiter le spectre du danger rouge.

Comme l'a fait remarquer le porte-parole du ministre des Affaires étrangères soviétique, pourquoi voulez-vous que les Russes espionnent Ariane, alors qu'ils ont eux des fusées, bien plus grosses, bien plus performantes, et qui partent, elles. Tandis qu'Ariane... il y a du vrai dans ce que dit cet homme. Mais alors, ils espionnaient quoi ces espions soviéto-romano-français installés en Normandie ? Un coup d'œil sur la carte vous montrera l'évidence : Ariane n'était qu'une couverture. Les espions cherchaient les secrets de fabrication du Livarot, du Gournay et du Pont-Lévêque, parce qu'en France, contrairement aux fusées, les fromages, ça marche !

La rose et la fleur de lys

Pendant que la roture socialiste se bousculait au congrès de Lille, Mitterrand, lui, était en bien plus noble compagnie. Celle du comte de Paris, avec lequel il célébrait, en la cathédrale d'Amiens, les 1000 ans de la France née, paraît-il, en 987 avec le couronnement d'Hugues Capet.

Une compagnie qui eut pourtant fait rougir tout bon président radical-socialiste de la Troisième République. Mais point Mitterrand ; il paraît même que dans sa jeunesse, sous cette Troisième République justement, il eut quelques *«tendresses royalistes»*, comme l'a rappelé le journal *Le Monde* à cette occasion.

Et ce n'est pas parce qu'il s'est fait élire, au nom de la rose, chef de la République, que cela va l'empêcher aujourd'hui d'aller à l'église communier dans un même amour du passé avec le prétendant au trône.

L'alcool tue lentement, mais il y a plus rapide

Un des principaux négociants en vin du Pays Nantais est accusé de trafic sur le Muscadet et d'autres crus. Mais on lui reproche également d'avoir mis dans le vin du ferro-cyanure de potassium sans contrôle. Ce produit peut parfois être utilisé, pour enlever le fer de certains vins, mais avec contrôle d'un spécialiste. Evidemment, pour des vins trafiqués, la présence d'un témoin n'est pas souhaitée. Et il y a peut-être eu des gens empoisonnés au Muscadet et qui ignorent d'où cela vient...

Le ferro-cyanure de potassium, voilà qui change un peu du vin autrichien à l'antigel, ou du vin italien au méthanol. Sans parler de l'huile d'olive espagnole à on ne sait trop quoi. Cela ne change pas en revanche des capitalistes empoisonneurs...

6, 7, 8 juin, un rendez-vous à ne pas manquer

Retenez votre week-end de la Pentecôte, les 6, 7 et 8 juin : c'est à ces dates qu'aura lieu la fête annuelle de Lutte Ouvrière.

Cette année encore, elle se déroulera à Presles, dans le Val-d'Oise (à une trentaine de kilomètres de Paris), dans un parc boisé.

Alors, trois jours de discussions politiques, d'expositions, mais aussi de spectacles, de jeux, de gastronomie.

A droite : je t'aime... moi non plus !

Les vacances parlementaires n'ont pas dissipé les aigreurs de la majorité, et c'est aussi divisés qu'avant que les députés de droite ont voté la «confiance» à Chirac...

Chirac et ses lieutenants avaient pourtant insisté : Toubon expliquait qu'il fallait faire de ce vote de confiance *«un véritable témoignage»* afin que *«personne ensuite ne puisse parjurer»*... Mais les députés ont l'habitude de jurer en croisant les doigts !

Barre aussi, le grand rival de Chirac à droite, a voté la confiance dans une politique qu'il n'a cessé de critiquer, a approuvé par son vote un Premier ministre cohabitationniste, lui le champion des anti-cohabitationnistes. Mais il paraît que le vote importait peu. Ce qui comptait, voyez-vous, c'est qu'il ne s'est pas levé pour ovationner Chirac et que la presse a remarqué la molesse de ses applaudissements.

Le secret de ces subtilités réside évidemment, non pas dans la politique du gouvernement, mais dans la préparation des élections présidentielles.

Pour ne parler que de la droite, il y a donc deux candidats en titre : Chirac et Barre. Jusque-là, c'est simple. Mais faites entrer dans le jeu Giscard, et là, ça se complique. Giscard ne veut pas se présenter, du moins dans les conditions actuelles, car d'ici un an tout peut changer. Mais comment régler ses comptes avec Chirac et Barre ? Le premier l'a fait chuter en 1981, le second, dans l'adversité d'après 1981, lui a damé le pion auprès d'une fraction notable de l'UDF, l'empêchant justement d'être à nouveau candidat. Alors Giscard serait pour... que Léotard se présente. Ça empêcherait Barre d'être en tête des candidats de droite au premier tour. Et Chirac n'est pas forcément le mieux placé, du moins dans les sondages, des candidats de la droite au second tour.

...Vous voyez, à droite, la confiance règne !

J.J.F.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Non au référendum truqué !

Normalement, c'est vendredi 10 avril que Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, doit présenter à l'Assemblée son projet de loi sur l'organisation d'un référendum sur l'indépendance en Nouvelle-Calédonie, référendum-bidon dont les «résultats» sont connus d'avance puisque les Kanaks sont minoritaires dans le corps électoral retenu par le gouvernement.

Sur cette question aussi, la droite est divisée, une fraction de l'UDF, en particulier le CDS, jugeant l'organisation de ce référendum déplacée.

Et cela a donné lieu à une nouvelle salade parlementaire : mercredi 8 avril, le lendemain même du jour où la droite unanime avait voté sa «confiance» dans la politique de Chirac, la commission des lois de l'Assemblée nationale déclarait le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie «irrecevable»... La droite est bien majoritaire dans cette commission, mais une grande partie de ses députés qui en font partie n'ont pas jugé utile de se déplacer...

Tous les leaders de la droite se sont empressés de déclarer qu'il ne fallait pas y voir de signification politique. Non, c'était seulement que la séance de la veille s'était terminée tard. Et ces braves députés, qui revenaient de vacances, ont sans doute eu une panne d'oreiller !

A part cela, le CDS *«ne met plus en cause le principe du référendum»*... Tout au plus fait-il remarquer que ce référendum *«ne règle rien»*. Mais c'est promis, tous les députés de droite voteront le texte de Pons, s'il le présente. S'il le présente, parce qu'on finit par se le demander. Mais, en attendant, que Chirac se débrouille tout seul : ses alliés ne vont pas se mouiller pour lui.

Le gouvernement est en fait, embarrassé. Et cela pas seulement du fait de la fronde d'une fraction de la majorité. Mais parce qu'il peut, à juste titre, craindre que le FLNKS organise un boycott du référendum et soit très largement suivi dans la population kanak.

Les résultats du référendum, s'il avait lieu, ne pourraient que permettre au gouvernement d'évacuer la question posée par les indépendantistes kanaks en s'abritant derrière un faux prétexte. Mais il sait très bien que ce n'est pas cela qui fera taire les Kanaks, et c'est la raison de la présence en Nouvelle-Calédonie d'un soldat français pour trois Kanaks...

Pas plus que son prédécesseur socialiste, le gouvernement Chirac ne sait comment se dépêtrer de la question calédonienne. Le référendum peut très bien mettre le feu aux poudres et engager le colonialisme français dans un engrenage qui, de toute façon, tôt ou tard, se terminerait par la fin de la présence française dans ce bout de rocher des antipodes. Mais, d'un autre côté, y renoncer maintenant ou remettre à plus tard peut lui coûter non seulement les voix des Caldoches, mais surtout donner au Front National de Le Pen un nouveau cheval de bataille, après celui du Code de la nationalité.

Alors, difficile de dire ce que fera le gouvernement.

Mais, malgré la présence policière et les manœuvres politiciennes, les Kanaks sauront peut-être se donner les moyens de faire entendre leur voix sans accepter les artifices par lesquels les politiciens ont tenté de différer leur réponse.

C'est en tout cas à eux que doit revenir le dernier mot.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

La vermine raciste à l'œuvre

Après son meeting au Zénith à Paris, Le Pen est allé à Marseille, où à la tête de plusieurs milliers de manifestants, sur le thème : *"Etre français, ça se mérite"*, il a donné libre cours à la haine raciste et xénophobe de ses partisans. C'est sur la Canebière, aux abords mêmes de quartiers habités en majorité par des immigrés, qu'ils sont allés défiler. Alors qu'environ 200 personnes avaient contre-manifesté aux cris de *"Le Pen assassin"* et *"Nous sommes des êtres humains"*, un Algérien et un Martiniquais ont fait les frais de la vindicte des nervis de Le Pen qui les ont matraqués.

L'extrême-droite tente aujourd'hui de tirer profit du recul du gouvernement sur le *"Code de la nationalité"*. En mettant ce projet de loi en avant, Chalandon et la droite gouvernementale avec lui avaient essayé de regagner le terrain électoral perdu en faveur du Front National, en s'essayant à leur tour plus ouvertement à la démagogie anti-immigrés et nationaliste. Les manifestations étudiantes et l'agitation sociale qui s'est ensuite développée avaient quelque peu troublé le jeu et contraint le gouvernement à la prudence. Pour ne pas donner cours, avec un prétexte supplémentaire, à une nouvelle agitation, et face à l'hostilité qui se développait dans toute une fraction de la population à l'égard du gouvernement, celui-ci décidait finalement de suspendre le vote sur le projet de Code de la nationalité, jusqu'à une date indéterminée.

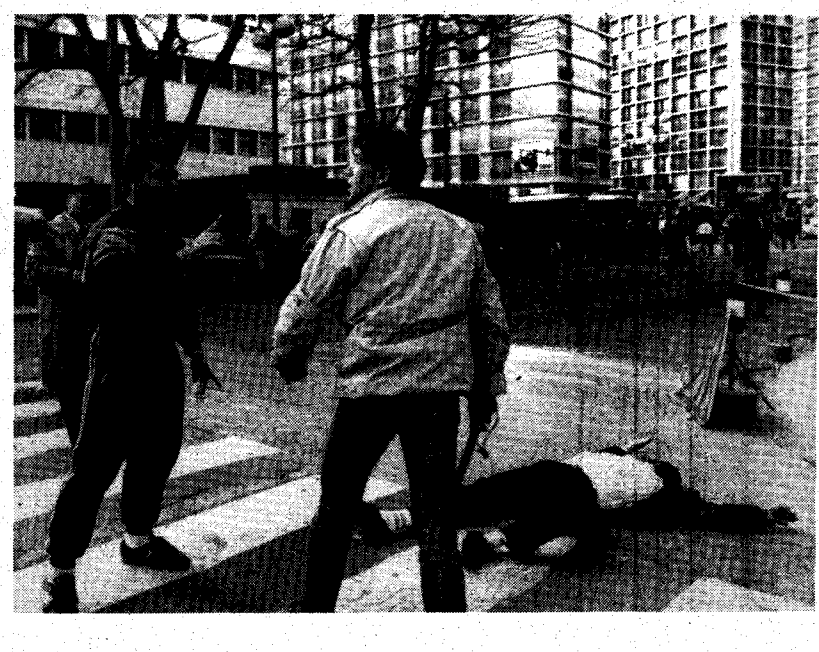
Mais, la démagogie raciste de Le Pen, le comportement de ces nervis ne gênent visiblement pas un certain nombre de politiciens de la droite classique, à commencer par un Médecin, député RPR des Alpes-Maritimes, un Griotteray, ancien ministre, député UDF du Val-de-Marne, qui avaient apporté leur soutien au meeting de Le Pen au Zénith, ou comme ces députés UDF et RPR qui ont voté pour le candidat du Front National au Bureau du Parlement, Arrighi, un ancien RPR il est vrai. Rien de bien étonnant à cela car bien des hommes politiques de l'actuelle majorité sont tout aussi démagogues que ceux du Front National et, pour une place de député, de maire, de conseiller général, ils sont tout autant prêts à attiser la haine contre les immigrés, quand ce n'est pas à changer carrément de parti pour rejoindre l'extrême-droite si cela peut sauver leur siège.

Il est vrai que la gauche aussi, sans brandir un quelconque "Code la nationalité", a flirté à son heure avec cette démagogie. Tout le monde n'a pas oublié que lorsque les OS de Chausson et de Renault étaient en grève en 1982, Mauroy ou Defferre, alors ministres, les avaient accusés d'être manipulés par les "ayatollahs".

Mais s'il est évident que les rivalités politiciennes et les préoccupations électoralistes ont arrosé et fait croître le racisme et la xénophobie, c'est sur le fumier de la crise que ceux-ci se développent d'abord. C'est l'accroissement du chômage et de la démoralisation d'une fraction de la classe ouvrière qui ont fait le plus grandir les scores électoraux du Front National et grossir les rangs des partisans de Le Pen.

A l'inverse, une offensive de la classe ouvrière contre les licenciements, pour la défense de son pouvoir d'achat et des ses conditions d'existence, ferait reculer le danger d'extrême-droite. La mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain de lutte fournirait d'autres perspectives pour sortir de la crise à un certain nombre de ceux qui, parmi les petites gens, votent pour l'extrême-droite parce qu'ils s'imaginent que ce n'est qu'en écrasant plus misérables qu'eux qu'ils éviteront eux-mêmes d'être écrasés. Ceux-ci ne voient pas que Le Pen cultive et exploite leurs préjugés dans l'espoir pour l'instant de glaner assez de voix pour pouvoir marchander avec le reste de la droite des postes gouvernementaux. Mais ils ne voient pas non plus que leurs propres préjugés pourraient servir contre eux-mêmes : car les tenants de la *"supériorité de la race"*, comme leurs prédécesseurs les nazis, ne rêvent que de mettre au pas toute la classe ouvrière, et avec elle finalement toute la population.

Louis GUILBERT

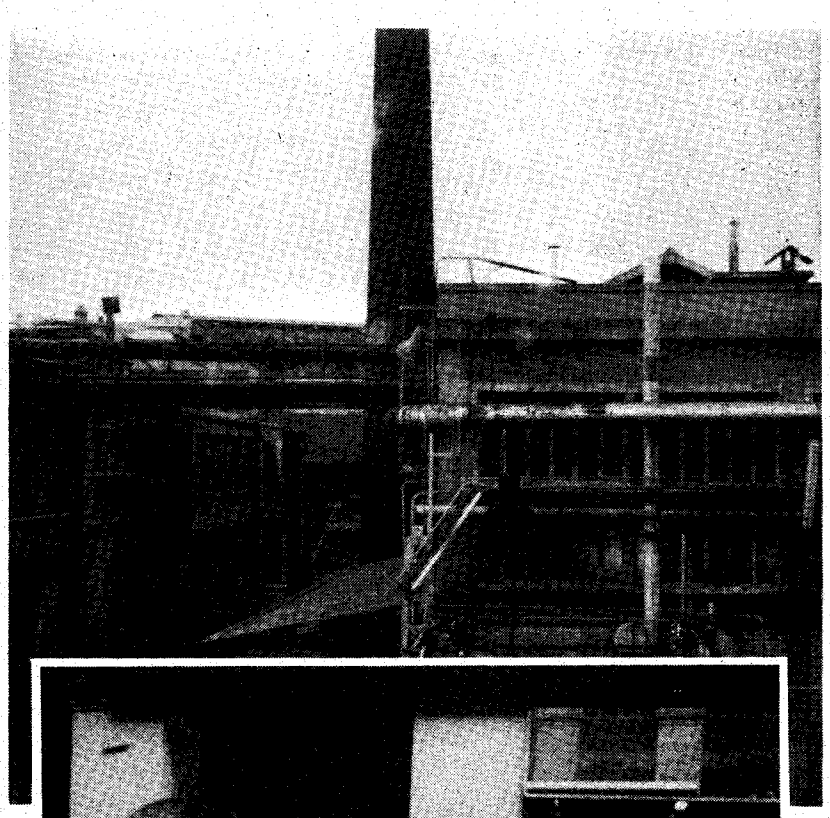


Les investissements sont fantômes, mais pas les profits

Encore un nouveau cadeau pour les patrons. Il y a les cadeaux présentés comme des aides à l'emploi des jeunes. Il y a ceux pour les aider à investir. Le dernier, qui appartient à la deuxième catégorie, est paraît-il seulement une avance, une diminution d'impôt anticipée en quelque sorte.

L'impôt sur les bénéfices des sociétés était déjà passé de 50 à 45 %. Sur les bénéfices avoués, parce que bien sûr les bénéfices non déclarés, eux, échappent à l'impôt. Et il est plus facile de cacher des bénéfices que des salaires.

Mais 45 %, c'était, a estimé le gouvernement, encore trop pour redonner aux patrons le goût d'investir. Alors l'Etat va leur permettre de ne payer que 42 % d'impôts en 1987. En théorie, ces 3 % d'impôts en moins devront être remboursés l'année suivante. En théorie. Mais on entend déjà des politiciens de divers bords en promettre encore plus aux patrons. Ainsi Barre et Bérégovoy reprochent tous les deux au gouvernement actuel de ne pas donner assez d'aides fiscales aux entreprises qui se modernisent. Alors il serait bien étonnant que ces 5 milliards d'impôts en moins soient un jour remboursés, à moins que ce ne soit pour être immédiatement redistribués.



Le prétexte immédiat de ces nouveaux cadeaux au patronat, ce sont les derniers chiffres de l'INSEE.

Le très officiel Institut National de la Stastitique vient en effet de réviser en baisse ses calculs sur les investissements industriels des entreprises.

Les sommes dépensées l'an dernier pour achat de machines et d'équipements destinés à la production n'auraient en fait pas augmenté de 3 % ou même 5 % comme annoncé d'abord mais de 1 %. D'ici à ce qu'on nous annonce une baisse... Quant à cette année, là encore, il apparaîtrait, toujours d'après l'INSEE, qu'il faudrait s'attendre maintenant non plus à 3 % d'augmentation mais à 1 % ou 2 % seulement.

Le journal *Les Echos* ne laisse en tout cas, lui, aucun doute sur les conséquences en écrivant le 6 avril : *"Ces prévisions médiocres ne laissent guère augurer d'amélioration en matière d'emploi : les effectifs industriels, qui ont continué à décroître en 1986 à un rythme voisin de celui de 1985 (- 4,2 %), avec une baisse très marquée dans l'automobile et le matériel de transport, devraient connaître une chute encore plus sévère cette année"*.

Mais pendant que les investissements et la production stagnent et que le nombre des emplois se réduit dans les usines, les profits, eux, s'envolent. Et quand il s'agit de comparer les bénéfices d'une année sur l'autre là, on ne pinaille pas à 1 % près. C'est du 10 %, du 15 %, voire du 50 % de mieux qui sont restés dans les caisses, une fois les comptes de 1986 terminés.

Les gros bénéfices, les plus spectaculaires, bien sûr, se font dans la banque, l'assurance et la finance, là où on a un accès direct aux spéculations boursières. Celui de Paribas est monté encore plus haut avec 24 % de mieux, comme celui de son concurrent, la banque Indosuez. Le CCF annonce 35 % . Le groupe d'assurances Victoire franchit victorieusement le milliard de francs de bénéfices et ses actionnaires auront droit à un dividende augmenté de 25 %.

Mais il n'y a pas que les banquiers et les assureurs qui se remplissent les coffres. Dans l'alimentation, les champagnes Taittinger vont régaler leurs actionnaires avec un dividende en augmentation de 30 % et le grossiste Promodès annonce, lui, 27 % de plus au menu.

Et on pourrait continuer ainsi longtemps. Contrairement à ce que voudraient faire croire les patrons, aujourd'hui, presque tout rapporte. Il suffit de licencier et de pressurer ceux qui restent. Le promoteur Arnault se vante d'avoir fait fortune en reprenant Boussac. Dans le textile, il n'y a jamais eu moins d'emplois et autant de bénéfices.

La plupart de ces sociétés annoncent déjà que 1987 sera aussi juteux pour elles que l'année dernière. Selon la *Lettre de l'Expansion* du 6 avril, les analystes financiers des banques prévoient *"désormais une progression des bénéfices de sociétés cotées en Bourse de 17 % en 1987, identique à celle de 1986"*. Et d'ajouter : *"Les principales révisions à la hausse pour 1986 comme pour 1987 concernent l'automobile (Peugeot et Michelin), les ciments"*.

Question profits, c'est l'inverse des investissments : on révise à la hausse.

Voilà maintenant plusieurs années que cela dure. Les gouvernements passent, les couleurs politiques changent mais les bonnes recettes ne varient pas. Sous prétexte de modernisation, de compétitivité, les patrons multiplient les plans de licenciements, bloquent les salaires, empochent les avantages fiscaux, les dégrèvements de charges et toute la panoplie des aides que l'imagination serviable de ministres soucieux de les charmer a pu inventer.

Et les bénéfices s'accumulent. Les capitalistes appellent cela leur "trésor de guerre". Bouygues : deux ou trois milliards. Bébéar (Assurances Mutuelles Unies et Drouot) : un ou deux milliards ; Fournier et son groupe financier Via au moins un milliard. Pareil pour le groupe Dumez du bâtiment et des travaux publics, et le groupe Worms qui collectionne les gros paquets d'actions d'entreprises en tout genre, etc. Tous sont à l'affût de coups de Bourse, d'entreprises à racheter.

Ceux-là sont les plus gros, les requins. En dessous, il y a les moyens qui font à leur échelle pareil que les autres, et qui accumulent eux aussi des réserves financières. C'est à se constituer un magot en liquide que sont occupés aujourd'hui tous les capitalistes grands et moins grands.

Les patrons ne veulent décidément pas investir. Mais les travailleurs ont la force et les moyens de leur faire lâcher une partie de leur magot sous forme d'augmentations de salaires !

Pierre VERNANT

LOYERS

Le pompier incendiaire

Méhaignerie, l'actuel ministre du Logement, est fort mécontent — du moins il le dit et tient à le faire savoir — de ce que certains organismes HLM aient augmenté de 3 % leurs loyers en janvier et s'apprêtent à remettre ça en juillet, mais avec des hausses de 10 % cette fois.

Que des organismes qui sont censés loger des locataires aux revenus modestes augmentent dans de telles proportions a évidemment de quoi choquer. Même si cette indignation ministérielle est rien moins que suspecte puisque c'est précisément la récente loi Méhaignerie qui a rendu légales de telles hausses, tout comme elle a permis à de nombreux propriétaires privés de faire grimper leurs loyers de 20 %, 30 % ou plus.

Dans le domaine pourtant dispersé de la propriété privée, il n'avait pas fallu longtemps, cet hiver, pour que des nouvelles de hausses alarmantes soient rapidement connues du public : il faut dire qu'elles étaient si exorbitantes que même la grande presse s'en était émue. Méhaignerie avait alors menacé, fait des déclarations qui se voulaient indignées... et avait laissé courir. Mais dans le cas des HLM, Méhaignerie ne peut pas rester les bras croisés.

En premier lieu, parce que l'occasion est trop belle de casser la baraque de son prédécesseur, l'ex-ministre socialiste du Logement, Roger Quilliot, qui se trouve aujourd'hui présider l'Union nationale des HLM. Au moment où le Parti Socialiste dénonce les hausses locatives, Méhaignerie, membre d'un gouvernement de droite, n'est sans doute pas mécontent de montrer que les gestionnaires socialistes des HLM ne sont pas tendres pour les locataires les moins fortunés. Mais ensuite, parce que, par définition, l'habitat HLM concentre, souvent dans de grandes cités, des locataires ayant un même propriétaire, des locataires parfois organisés mais qui ont en tout cas plus de moyens de réagir collectivement contre des hausses abusives que les locataires isolés de propriétaires privés.

Méhaignerie a donc envoyé aux préfets une circulaire leur ordonnant de ne pas autoriser des augmentations de plus de 3 %. Et il a convoqué Quilliot ainsi que les responsables des deux fédérations de HLM pour réexaminer les hausses de loyer qu'ils avaient prévues. Tant mieux pour les locataires, les querelles politiciennes (mais aussi la crainte qu'ils peuvent inspirer au ministre) leur permettent de voir annuler ou du moins réduire une hausse. Pour une fois que les politiciens serviraient à quelque chose !

Mais Méhaignerie qui joue les défenseurs des pauvres sait pertinemment à quoi s'en tenir quant aux "risques de dérapage", comme il dit, de sa loi : ces "risques" il les a voulus, parce que cela permettait aux propriétaires, petits ou grands, privés ou collectifs, de renflouer leurs caisses sur le dos des locataires. Et puis les propriétaires, ça vote, pas les offices de HLM !

Guy LABRAUD

TRANSPORTS EN COMMUN

Des prix choc pour un ticket pas chic

Début mai, les tarifs voyageurs de la SNCF et de la RATP devraient augmenter de 5% environ. En fait, pour nombre d'utilisateurs, les hausses seront encore plus élevées puisque, si le ticket de métro augmentera de 1,8%, le prix de la Carte orange sera relevé de 7%.

Cette augmentation décidée par le gouvernement dépasse — et de loin — la hausse des prix prévue par lui pour 1987 (2,5%) et la hausse des salaires bien sûr. Et dans le même temps où l'Etat prétend facturer au prix fort les services de la RATP et de la SNCF aux usagers, la qualité des services ne peut que diminuer, sur le plan de la sécurité des transports notamment : en effet, la direction de la RATP comme celle de la SNCF ont prévu cette année encore de faire des économies de personnel.

Les usagers seront de moins en moins transportés et de plus en plus roulés, et pendant que les salaires sont sur la voie de garage, les prix du transport filent bon train. Attention, ça pourrait dérailler !

CONGRÈS DU PS

C'est à gauche qu'il cherche à ratisser les voix

Le langage un peu plus à gauche utilisé par les leaders du Parti Socialiste à leur congrès, la déclaration solennelle de Jospin, proclamant : *"Nous ne voulons pas d'alliance à droite et pas d'alliance au centre qui est dans la droite"*, pourrait paraître contradictoire avec les récentes avances que les dirigeants du PS faisaient envers des politiciens de droite, notamment dans les rangs de l'UDF.

Mais si le Parti Socialiste a fait des travaux d'approche envers ces politiciens de droite, qualifiés pour les besoins de "centristes", c'était surtout en vue de l'après-présidentielle, au cas où le PS en sortirait victorieux et aurait à se chercher une nouvelle majorité de gouvernement. Dans les présidentielles elles-mêmes, les gens de l'UDF auront évidemment leur candidat. Ils en ont même plutôt trop que pas assez, des candidats potentiels.

Alors, pour les présidentielles, il faut surtout au Parti Socialiste chercher les voix à gauche. Il y a bien sûr la jeunesse, notamment la jeunesse étudiante, qui s'est récemment battue, et qui a le droit de vote ; et elle n'était pas oubliée au congrès du PS, où l'on avait pris soin d'inviter le frère de Malik Oussekine, et où l'on a fait acclamer le nom de l'étudiant tué par la police. De même qu'on a fait acclamer le nom de Pierre Albertini, le jeune Français arrêté en Afrique du Sud et pour la défense duquel se mobilisent surtout les Jeunesses Communistes. Mais il y a en tout premier lieu les voix du Parti Communiste à gagner : mordre encore un peu, si possible, sur l'électorat du PC dès le premier tour ; mais cela n'est pas évident ; chercher au moins à s'assurer d'un bon report de ses voix au second tour sur le candidat socialiste, quelle que soit la position adoptée par la direction du PC pour ce second tour.

Or ces électeurs-là, ce ne sont pas les sourires à Stasi ou à Barrot qui peuvent les séduire. Ni la toute récente déclaration de Mitterrand à la télévision, disant qu'il s'était un peu trompé en 1981 en affirmant qu'on pouvait résoudre le chômage. Les électeurs du PC sont de ceux qui sont touchés par le chômage et qui se rappellent qu'ils l'étaient déjà avec les socialistes au pouvoir. Ils sont de ceux qui ont été soulagés d'entendre enfin Marchais ou Krasucki prendre un ton plus combatif que lorsque le PC était encore au gouvernement. Ils sont de ceux qui sont allés à la manifestation du 22 décembre contre les restrictions à la Sécurité sociale, ou qui se sont réjouis de son succès.

Et les récents résultats du PCF aux élections cantonales partielles ont montré que cet électorat du Parti Communiste pouvait bien remonter, et justement peut-être à cause du visage un peu plus combatif que se donnent aujourd'hui les dirigeants de ce parti.

Alors le Parti Socialiste se devait de recolorer un peu sa rose, et d'y mettre quelques épines contre la droite et le patronat... le temps d'une campagne.

O.B.

LA MORT DE J.-B. DOUMENG

Milliardaire, certes, mais plus du tout "rouge"

Jean-Baptiste Doumeng, celui que la presse avait surnommé "le milliardaire rouge" est mort. Ce qui lui a valu de nombreux hommages. C'est ainsi qu'on a vu Mitterrand, le giscardien Poniatowsky, François Guillaume l'actuel ministre de l'Agriculture, de même que les ex-ministres Henri Nallet et Edith Cresson du Parti Socialiste, pour ne citer que ceux-là, y aller de leur petite phrase en guise d'éloge funèbre, abondant dans le même sens que Georges Marchais — dirigeant du PCF oblige — pour exprimer leurs regrets.

Nous ne joindrons pas notre voix au chœur. Les milliards de chiffre d'affaires de la société Interagra qu'il gérait (ou possédait ?) ne nous nous intéressent que pour le symbole qu'ils représentent. A savoir, puisque Doumeng appartenait au Parti Communiste Français et qu'il était l'intermédiaire privilégié de relations commerciales, dans le domaine agricole au moins, entre la France et l'URSS, celui d'une certaine intégration du Parti Communiste Français à la société bourgeoise.

Car, s'il est vrai que le Parti Communiste ne serait pas ce qu'il est sans les milliers de militants ouvriers dévoués qui le soutiennent et le font vivre, il est également vrai qu'il tire aussi sa puissance de sa participation au système, ce qui lui permet de développer et de faire vivre un appareil indépendant de la classe ouvrière et échappant même aux décisions de ses propres membres.

J.-B. Doumeng a bâti son empire, la 37e société commerciale française et la première pour les relations avec la Russie et les autres pays de l'Est, pas seulement parce que ça le démangeait de devenir personnellement un riche patron. Mais parce qu'une telle société commerciale c'est, pour l'URSS, un moyen d'aider financièrement le PCF.

Pour aider le mouvement ouvrier en France ? Bien sûr que non, on n'en était plus là. L'URSS était depuis trop longtemps entre les mains d'une bureaucratie poussive ; et le PCF avait depuis longtemps exclu de ses rangs tous les révolutionnaires, tous les opposants au stalinisme. Mais par le biais de sociétés commerciales ou même — autre exemple — celui d'une banque spécialisée dans les échanges avec l'URSS, la bureaucratie dirigeante russe fournit des ressources financières pour aider à l'entretien d'un appareil de fonctionnaires du parti sous sa dépendance. Cette dépendance est certes d'autant plus relative que le parti a d'autres ressources, comme les cotisations de ses militants ou encore celles qu'il tire de sa participation à l'appareil d'Etat national, avec ses députés, ses élus aux assemblées locales, quand ce n'est pas avec ses ministres. Mais même s'il s'agit d'une aide financière d'appoint, elle compte quand même.

Avoir dans ses rangs un "milliardaire rouge" ne gênait donc en rien la politique du PCF, mais la servait, comme elle servait les intérêts de la bureaucratie russe. Tout comme, finalement, l'allure d'un tel notable communiste ne pouvait qu'être rassurante pour la bourgeoisie française qui a tenu à saluer en lui, à sa mort, l'homme d'affaires. A eux aussi Doumeng convenait, car il était en lui-même un moyen pour discréditer le communisme. Il était pour eux le symbole de la duplicité de ceux qui se disent avec leur tête ou leur cœur du côté des pauvres, mais veulent se hisser dans le camp des riches avec leur portefeuille.

Nous les laisserons à leurs regrets. Les vrais communistes en restent toujours à : "A bas les milliardaires et vive les rouges !"

Louis GUILBERT

Un opposant algérien abattu à Paris

Ali Mecili, avocat d'origine algérienne, a été abattu mardi soir dans le hall de son immeuble à Paris. Mais si l'identité de son assassin n'est pas établie, il n'en reste pas moins que la responsabilité des services secrets algériens a été évoquée. Mecili s'était dit menacé par ceux-ci et Aït Ahmed, le dirigeant du parti d'opposition, le Front des Forces Socialistes auquel appartenait Mecili, accuse ces mêmes services. Restent les dénégations du gouvernement algérien qui prétend qu'il ne recourt plus à l'élimination physique des opposants... mais elles sont loin d'être convaincantes.

En réalité, Mecili est un vieux routier de l'opposition au régime algérien. Engagé dans l'Armée de Libération Nationale, l'ALN, à 16 ans, il faisait partie dès 1958 des services de renseignements du GPRA. C'est dire qu'il connut les luttes intestines du FLN, pendant et après la guerre, ainsi que les hommes et les méthodes des dirigeants politiques algériens. En 1963, quand Aït Ahmed, un des neuf chefs historiques du FLN, rompit avec Ben Bella et prit le maquis en Kabylie après avoir fondé le FFS, il fut rejoint par Mecili qui commençait là une vie d'opposant. Arrêté par les services de Ben Bella, ainsi qu'Aït Ahmed, en octobre 1964, il ne fut libéré qu'au lendemain du coup d'Etat de Boumedienne (juin 1965). Mais il fut alors contraint de s'exiler définitivement en France.

Opposant à Ben Bella, à Boumédienne puis à Chadli, ce politicien, qui par ailleurs était devenu avocat en France, avait joué en octobre 1985 le rôle d'intermédiaire dans un rapprochement entre Ben Bella et Aït Ahmed. Et depuis, l'un de ses terrains d'action était le soutien des opposants du MDA de Ben Bella et du FFS, la défense des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme, une des bêtes noires du gouvernement algérien.

Menacé, Mecili disait l'être et à juste titre. Il avait le gouvernement, la police algérienne contre lui, mais il pouvait aussi estimer que ceux-ci bénéficiaient de la complicité des gouvernements français, celui de gauche comme celui de droite qui se montrèrent à plusieurs reprises solidaires du gouvernement algérien dans sa lutte contre les opposants.

L'an dernier, deux meetings d'opposants algériens ont été interdits en France. L'un le 8 mars (donc du temps de la gauche), et l'autre le mois suivant, après l'arrivée de la droite au gouvernement. De même en octobre dernier, le gouvernement français a remercié le gouvernement algérien qui lui servait d'intermédiaire dans l'affaire des otages en s'en prenant aux opposants algériens. Treize Algériens, membres du MDA ont été menacés d'extradition en Algérie par décision du ministère de l'Intérieur, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Et *"Le Monde"* de l'époque soulignait qu'il s'agissait là du résultat d'un marchandage entre les deux gouvernements. Il a fallu des protestations pour que ces treize Algériens, dont Mecili était l'un des avocats, restent en France (mais avec assignation à résidence).

Les gestes de collaboration entre le gouvernement français et le gouvernement algérien ne se sont pas arrêtés là. Plus récemment, le gouvernement français a décidé purement et simplement l'interdiction du journal *"El Badil"* (le journal du MDA) et quand les Benbellistes firent paraître *"L'Alternative"*, ce nouveau journal fut à son tour interdit.

Les services que se rendent entre eux les Etats par l'intermédiaire de leurs services secrets ne s'arrêtent pas là. Les barbouzes de chaque Etat ont des alliés ou des complices chez les barbouzes des Etats voisins. Et la France ne manque pas de traditions en ce domaine. Qu'on se souvienne de l'enlèvement de Ben Bella ou de celui de Ben Barka pour ne citer que quelques exemples.

Mecili était un homme d'appareil, un opposant aussi loin du peuple algérien que les Boumedienne, Ben Bella et Chadli. Il y a toutes les chances qu'il soit tombé victime du "terrorisme" de l'Etat algérien dont le gouvernement français est complice.

Hélène GRILLET

ERRATUM

A PROPOS DU GALA DE SOUTIEN AUX DROITS DE L'HOMME EN ALGERIE

Nous avons, par erreur, annoncé une mauvaise date pour la tenue de cette manifestation. Nous précisons donc à nos lecteurs que le Collectif contre la répression en Algérie (CCRA) nous a communiqué qu'il organisait le samedi 18 avril, à partir de 14 heures à La Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris un gala de soutien aux droits de l'homme en Algérie.

Gala animé entre autres par Sapho, Idir, Gilles Servat, Malika Domrane.

Les prisons ne seront pas privées :

la barbarie restera nationale

Le projet de Chalandon sur le Code de la nationalité risquait de remobiliser les jeunes dans la rue : repoussé sine die. Le projet du même Chalandon sur les prisons privées suscitait beaucoup de polémiques, y compris au sein de la majorité; sans compter qu'on apprend, maintenant, que cet exemple vanté, il y a seulement quelques mois, des bienfaits du libéralisme aurait été un gouffre financier pour l'Etat. Du coup, de ce projet de prisons privées, il ne reste plus grand-chose... si ce n'est le pire : 15.000 places de prison supplémentaires. Car l'Etat s'occupera de tout, lançant lui-même la construction de ces places supplémentaires sous la forme "classique" et ne concédant au privé que la construction proprement dite et la blanchisserie. Et encore, c'est à étudier au cas par cas.

Les déboires de Chalandon sont une illustration des problèmes du gouvernement Chirac tout entier : il est bien difficile à Chirac de trouver un terrain de démagogie électorale spectaculaire, quand les autres grands chefs de la droite l'ont à l'œil pour l'empêcher de prendre une longueur d'avance dans la course présidentielle.

Alors, le spectaculaire étant mal venu, le gouvernement s'est choisi le look "gestionnaire efficace". Et Chalandon applique consciencieusement, affichant une mine réjouie et affirmant à qui veut l'entendre qu'il n'a *"jamais défendu le privé par idéologie"*, et soutenant que son problème, c'était d'avoir 15.000 places de prison supplémentaires; Chirac ayant accepté de débloquer les 4 milliards de crédits paraît-il nécessaires, il se console : *"Je lance plus de places que tous les Gardes des Sceaux depuis 1900"*...

Reste le problème des prisons. Elles sont surpeuplées. Mais est-ce vraiment si nécessaire que ça d'y maintenir tant de monde, et en particulier tous ceux qui restent de longs mois en attendant d'être jugés? Tout le monde dénonce au contraire cette "école du crime" que sont les prisons pour bien des petits et des jeunes délinquants.

La presse de droite fait des gorges chaudes parce que Knobelspiess — qui avait, de sa cellule écrit un livre dénonçant les quartiers de haute-sécurité, et avait été gracié par Mitterrand — vient d'être réarrêté pour hold-up à main armée. Mais avant de devenir, peut-être, un truand rusé de 40 ans, Knobelspiess a connu la prison à 15 ans... pour le vol d'un magnétophone. Il y a 5.700 jeunes de moins de 18 ans dans les prisons françaises, et combien de petits délinquants, poussés par le chômage, les difficultés sociales, et que les juges condamnent sans hésiter? Les 15.000 détenus en trop seraient vite trouvés, si on leur accordait le centième de la retenue que la justice a pour les riches escrocs... Et bien des places deviendraient inutiles si un système détraqué ne laissait le choix qu'entre le chômage, les "petits boulots"... ou la petite délinquance.

Mais ce n'est évidemment pas comme ça que le gouvernement envisage les choses. Ni son prédécesseur socialiste il est vrai. Il ne veut pas vider les prisons. Il ne sait que les remplir, quitte à créer des places...

J.J.F.

Des prisons pleines à craquer, comme les portefeuilles des bourgeois qu'elles sont censées surtout protéger

Il y a moins de crimes et de délits en France, annonçait fièrement Pandraud, ministre de la Sécurité, le mois dernier; la criminalité aurait baissé de 8,02% en 1986. Et pourtant, il y a plus de gens en prison.

Depuis 1952, le nombre des prisonniers augmente régulièrement. Le phénomène s'est accéléré ces dernières années.

De 1981 à 1984, seulement, le nombre des prisonniers s'est accru de 30%. Et ça continue...

Résultat : les prisons sont surpeuplées. Saint-Paul et Saint-Joseph à Lyon comptent 803 places : il y a près de 1200 prisonniers. Fleury-Mérogis, prévue pour 3397 prisonniers, compte plus de 5000 prisonniers. A Pontoise, le taux d'occupation avoisine 250%, soit cinq prisonniers là où on devrait en loger deux! Et ainsi de suite. De l'aveu du ministre lui-même, il y aurait 32.500 places en prison alors qu'il y a actuellement plus de 50.000 prisonniers!

Tous ces prisonniers sont loin d'être des criminels. D'abord, près de la moitié d'entre eux sont des prévenus, pas encore jugés, et en principe donc présumés innocents...

Il y a aussi des jeunes en prison. En janvier dernier, trois mineurs (deux de 10 ans et un de 12 ans) passèrent deux nuits à Fleury-Mérogis. En touchant leur paquetage de taulards, *"l'un était si petit qu'il n'arrivait pas à le porter tout seul. Un surveillant a dû l'aider, raconte un témoin". (Le Monde,* 10/1/87). Le scandale a fait libérer les enfants. Mais il y a néanmoins environ 5700 jeunes de moins de 18 ans menés ainsi en prison chaque année, dont plus du quart ont moins de 13 ans.

Beaucoup de ceux qui sont en prison sont des jeunes, célibataires, étrangers, chômeurs, sans domicile fixe, etc. C'est-à-dire les plus pauvres, ceux qui sont sans relations, sans fortune, sans rang social. Parmi les prisonniers, 41% des hommes sont des chômeurs ou des sans-profession (63% pour les femmes) et 34,5% sont des ouvriers (8% pour les femmes). A elles seules, ces deux catégories constituent les trois quarts des prisonniers, condamnés ou pas.

A côté, les patrons de commerce et d'industrie, les cadres supérieurs et les professions libérales constituent 7% des emprisonnés (4,6% chez les femmes). Or, c'est parmi ces derniers que se trouvent les criminels d'affaires. La seule fraude fiscale de 1982 était évaluée à 400 fois le montant total des hold-up et des agressions à main armée!

Mais la justice n'est pas égale pour tous. On met beaucoup plus en prison les voleurs à la roulotte qu'un notaire ou un homme d'affaires comme ces frères Willot, affairistes du textile, coupables d'abus de biens sociaux (un milliard escroqué à l'Etat, autant à leurs créanciers). Ce n'est évidemment pas pour y mettre ce genre d'escrocs que Chalandon veut augmenter le nombre de places de prison...

Annick JALERIAN

Plus égaux que les autres

Quand un ivrogne tue quelqu'un à coups de revolver, normalement il va en prison. Mais pas toujours : le policier qui, il y a quatre mois, au moment de la mort de Malik Oussekine, a tué un jeune d'origine algérienne alors qu'il séparait deux hommes en train de se battre, à Pantin, ce policier n'a pas fait un seul jour de prison.

Que voulez-vous, les prisons sont tellement pleines de voleurs de voitures...

Quatre mois après la mort de Malik : un deuxième policier inculpé

Quatre mois après la mort de Malik Oussekine, le 6 décembre dernier, le juge d'instruction chargé de l'affaire vient d'inculper le brigadier-chef Jean Schmitt, le responsable du peloton des voltigeurs qui avait matraqué le jeune étudiant, de *"coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, par agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions"*... L'exercice de ses fonctions, c'était... matraquer les étudiants qui avaient continué, dans la nuit du 5 au 6 décembre, à manifester dans le Quartier Latin contre le projet de loi Devaquet.

Les témoignages recueillis dès le lendemain étaient accablants pour la police. Il y avait des témoins directs. Une arme avait été perdue par l'un des policiers du groupe qui s'était acharné sur Malik.

Mais, pour Pasqua, secondé en la circonstance par une justice décidément peu rapide à conclure, il s'est agi avant tout de nier l'évidence, de dénigrer le mouvement des jeunes, Malik et sa famille.

Le 27 janvier dernier, un premier policier avait été inculpé : Christophe Garcia, qui avait avoué avoir porté des coups à Malik. Et il aura fallu que passent près de deux autres mois et demi pour que le chef de Garcia, Jean Schmitt, soit inculpé lui aussi.

Ils sont inculpés, mais sont toujours en liberté. Et les responsables de la police se sont refusés pour l'instant à prendre des mesures contre les responsables de la mort de Malik, tant que leur culpabilité n'aura pas été établie... Jean Schmitt est bien suspendu de ses fonctions, mais c'est simplement... *"pour avoir perdu son arme de service"*...

Occupation policière à Choisy-le-Roi

Une violente bagarre a opposé des jeunes d'une cité de Choisy-le-Roi, dans la banlieue parisienne, à plusieurs dizaines de policiers durant la nuit du samedi 4 au dimanche 5 avril. Au départ, quatre policiers sont intervenus pour arrêter des jeunes accusés — à tort ou à raison — de tapage nocturne. Et puis toute la cité a été cernée par plusieurs dizaines de flics qui ont commencé à cogner sur les jeunes, provoquant la bagarre. Des jeunes ont été blessés, certains mordus par des chiens policiers. Six jeunes sont accusés de vol et d'infraction à la législation sur les stupéfiants, trois autres de *"violence à agents, outrage et rébellion"*. Et la police prétend que deux jeunes qui ont été blessés et mordus l'ont été non par la police et ses chiens mais par *"des inconnus, munis de courtes matraques et accompagnés de bergers allemands, qui sont intervenus dans la bagarre générale et s'en sont pris à tous les jeunes gens."* Chose remarquable dans cette "bagarre générale" ces "inconnus accompagnés de chiens" repérés par les nombreux policiers, n'ont pourtant pas été inquiétés. Comme c'est étrange... **A.V.**

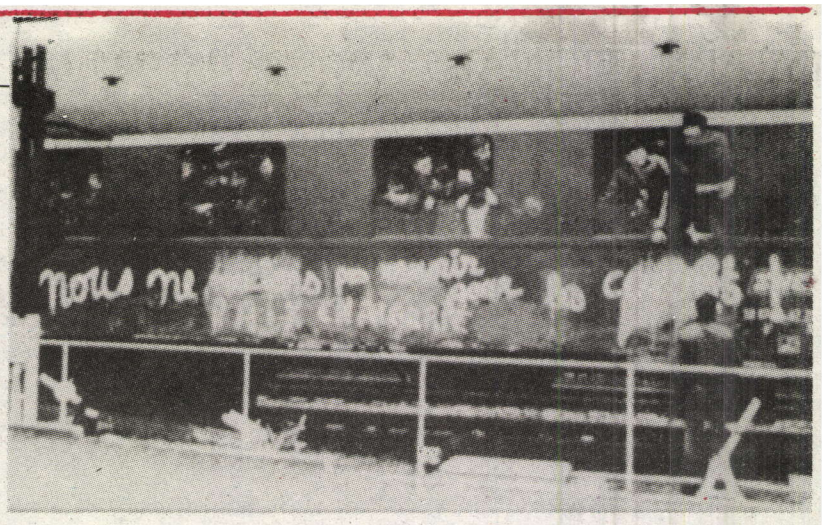
Les deux côtés du barreau

Des anciens avoués de Bordeaux avaient pris l'habitude de placer les fonds appartenant à leurs clients et omettaient de leur verser les intérêts de leurs dépôts. C'est ainsi qu'ils se seraient appropriés 2.760.000 francs.

Selon l'ancien président de la Chambre des avoués, cela servait de secours aux confrères dans le besoin.

La justice, d'habitude si prompte à châtier le moindre larcin, ne semble pas pressée d'agir. Peut-être parce que faute d'avoués est déjà à moitié pardonnée ?

A propos de la "grande UNEF des années 1960"...



C'est en évoquant le souvenir de *"la grande UNEF des années 60"*, et aux cris de *"unité-unité"*, que les dirigeants de l'UNEF-ID (proche du PS) proposaient il y a quinze jours, lors de la tenue des états généraux étudiants, à leurs concurrents de l'UNEF-SE (proche du PC), la réunification des deux UNEF. Il s'agissait plus d'une manœuvre d'appareil que d'une véritable proposition, tant il était évident que l'UNEF-SE ne comptait accepter. Et puis les états généraux terminés, qui n'avaient déjà pas passionné les foules, chacun des deux appareils syndicaux est reparti, qui à son centre de polycopiés, qui à sa cafétéria, les deux à préparer les élections de leurs représentants aux CROUS (organismes de gestion des restaurants et cités universitaires) et aux conseils de facultés, élections pour lesquelles peu d'étudiants votent. Bref la routine syndicale, et la gestion des aumônes étatiques.

Mais cette évocation de l'UNEF des années 60 qu'il faudrait reconstruire, pour avoir enfin un grand syndicat étudiant, masque le fait que si l'organisation étudiante de l'époque rassembla une grande partie des étudiants (un étudiant sur deux était à l'UNEF en 1960) et joua un rôle dans la vie du pays, ce n'était pas par son action strictement revendicative (bourses, allocations d'étude), encore moins par son activité gestionnaire (mutuelle, polycopiés) et sûrement pas par son apolitisme unitaire. C'était au contraire parce que l'UNEF d'alors avait su mobiliser une fraction des étudiants, les plus actifs et les plus généreux, sur le terrain d'un combat politique : celui de la lutte contre la guerre d'Algérie.

Et parce que cette UNEF-là avait osé secouer la jeunesse en prenant le contre-pied, justement, des partis de gauche : le Parti Socialiste (alors SFIO) qui avait lui-même, au gouvernement, conduit la guerre après les élections de 1956, comme le Parti Communiste qui avait cautionné le gouvernement socialiste en lui votant les pouvoirs spéciaux. Ces deux partis, après le retour de de Gaulle au pouvoir en 1958, continuaient à se refuser à mener la lutte contre la guerre coloniale, et encore moins, bien sûr, à prendre position pour la victoire du peuple algérien.

Pourtant les dirigeants étudiants qui avaient secoué la vieille UNEF corporatiste, pris la majorité de l'UNEF en 1956 (majorité très faible encore en 1956), et lancé de plus en plus l'organisation étudiante dans la lutte politique, n'étaient pas des militants révolutionnaires : c'étaient pour nombre d'entre eux des militants de la JEC (Jeunesse Etudiante Catholique), mais qui exprimaient la révolte contre la guerre coloniale qui agitait de plus en plus la jeunesse étudiante ; et ils se trouvèrent poussés par cette révolte elle-même. Ils durent le faire contre les états-majors des partis de gauche, malgré la pusillanimité des directions syndicales ouvrières.

Au printemps 1956, des jeunes du contingent, rappelés sous les drapeaux, manifestaient contre leur envoi en Algérie, bloquaient des trains. A cette époque pourtant, en 1956-1957, les nouveaux dirigeants du syndicat étudiant ne prirent que des positions encore relativement timorées. Ce n'était pas seulement parce qu'ils ne se sentaient pas assez représentatifs face aux nombreuses AGE (associations des villes et des grandes facultés parisiennes qui constituaient l'UNEF) encore aux mains des "corporatistes", généralement de droite. C'était aussi parce que, militants de gauche, ils subissaient la pression des directions des partis de la gauche traditionnelle et, en premier lieu, évidemment la pression du gouvernement socialiste. Ce gouvernement n'hésitait pas à menacer l'UNEF de supprimer les subventions dont elle bénéficiait, de résilier les sursis de certains dirigeants étudiants contestataires, notamment des AGE les plus en pointe, et d'inculper l'un d'entre eux pour *"atteinte à la sûreté de l'Etat"*. Quant au PCF, en mars 1957, par la bouche du responsable du Parti chargé des intellectuels, il mettait le congrès de l'UEC en garde contre *"les inconvénients résultant parfois des pressions gauchistes subies par ceux de vos camarades travaillant dans les organisations étudiantes..."*.

Pourtant les *"gauchistes"* en question étaient encore bien modérés : au congrès de fin avril 1957, pour éviter la scission des AGE tenues par la droite (et dont une partie scissionna néanmoins), les dirigeants de gauche de l'UNEF renonçaient à condamner ouvertement la torture en Algérie, cette torture qui était devenue pratique courante depuis la bataille d'Alger en janvier-février de cette année-là. Ils y renonçaient pour la plus grande satisfaction des socialistes du gouvernement. Mais aussi pour celle du Parti Communiste, dont le journal *l'Humanité* écrivait le 6 mai (sous la plume du secrétaire de l'UEC) que *"pour l'unité du mouvement étudiant"*, l'UNEF devait regrouper tous les étudiants *"quelle que soit leur position sur certains problèmes, en particulier sur celui de la torture"*.

Et pourtant l'UNEF n'a jamais réuni autant d'étudiants dans ses rangs que trois ans plus tard, en 1960, lorsqu'enfin elle prenait ouvertement position contre la guerre d'Algérie, pour l'indépendance de ce pays, et renouait des liens avec l'UGEMA (l'organisation étudiante algérienne, qui était devenue la branche étudiante du FLN). Une reprise de relations qui valait au président de l'UNEF de l'époque, Gaudez, cet avertissement de Mendès France (l'ancien chef de gouvernement radical, qui venait de participer à la création du PSU, et à qui Gaudez demandait conseil) : *"Si j'étais président du Conseil, je serais obligé de vous inculper pour collusion avec l'ennemi"*.

Avec de Gaulle à sa tête, la droite était revenue au pouvoir depuis mai 1958. Mais cela ne voulait pas dire que les partis de gauche allaient pour autant être opposés à la politique coloniale du gouvernement. Seule une petite fraction de l'appareil social-démocrate, dont quelques anciens ministres (même un ancien ministre de l'Intérieur, Depreux) et l'ancien chef du gouvernement radical Mendès France, avaient fondé le PSU, la seule formation de gauche à protester contre la guerre. Mais la révolte contre la guerre d'Algérie dans la jeunesse étudiante grandissait, et augmentait le nombre de ceux qui prônaient l'insoumission et refusaient de partir à la guerre. D'autant que par ailleurs une modification de la loi sur les sursis, destinée à envoyer plus d'étudiants à la guerre avait rallié, dès la rentrée scolaire 1959, davantage d'étudiants à la protestation de l'UNEF. La direction de l'UNEF était poussée par ce courant, comme l'expliquait lui-même le président du syndicat, Gaudez, dans le journal *Témoignage Chrétien*, avant la manifestation du 27 octobre 1960 : *"Il nous est apparu qu'en tant qu'organisation, une dernière carte devait être jouée sur le plan démocratique et légal... Déjà la pression à l'intérieur de l'UNEF a atteint un point critique"*.

Et ni l'opposition des dirigeants de grands partis de gauche, ni les réticences des directions des centrales syndicales ouvrières et du syndicat enseignant n'arrivèrent à décourager ces dirigeants étudiants d'organiser cette manifestation du 27 octobre 1960 à Paris.

Pourtant, toutes les centrales syndicales, invitées par l'UNEF à y prendre part, avaient cherché à se défiler : la FEN en demandant que l'on édulcore les mots d'ordre, et en particulier que l'on n'y fasse aucune référence au FLN ! La CFTC (ancêtre de la CFDT) en décidant de laisser ses sections locales s'engager, si elles le voulaient. La CGT et le PCF en décidant de saboter la manifestation appelée par les étudiants en organisant divers petits rassemblements dans des quartiers de Paris et en banlieue.

Mais la manifestation interdite et transformée officiellement en meeting à la Mutualité, rassembla environ 15000 personnes, qui ne pouvaient évidemment rentrer dans la salle et manifestèrent dans la rue, affrontant violemment la police. C'était la première manifestation d'ampleur nationale en France contre cette guerre d'Algérie qui durait depuis 6 ans.

L'UNEF des années 1961-1962, continuait à attribuer la priorité à la lutte contre la guerre coloniale, et c'était cela, et cela seulement, qui lui valait d'attirer vers elle une grande partie des étudiants. Au point qu'un congrès de l'UNEF de 1961, un délégué tenait à faire remarquer que la manifestation qu'avait organisée le syndicat étudiant sur la question des droits universitaires, le 3 février de cette année-là, avait réuni bien moins de personnes que les manifestations contre la guerre d'Algérie. Et les élections à la Mutuelle Nationale des Etudiants de France (MNEF), ce même mois de février n'avaient déplacé que 7.000 votants. Bien moins pour aller mettre un bulletin dans une urne que pour participe à une manifestation interdite !

Mais, diront certains, cette *"UNEF des années 60"*, c'était l'affaire de circonstances, la situation était exceptionnelle, c'était la guerre d'Algérie et une partie des étudiants pouvaient l'être, politisés ! Evidemment. Mais une fraction non négligeable de la jeunesse estudiantine ne pourrait-elle pas le devenir aussi, aujourd'hui ? Et le montrer ? Le faire savoir ? Revendiquer de faire de la politique, du côté des opprimés et des exploités du monde entier ?

Car évidemment, nous ne sommes plus au temps des guerres coloniales les plus sauvages. L'impérialisme a perdu les guerres d'Algérie ou du Vietnam. Mais l'impérialisme continue à sévir, et de façon probablement plus criante encore qu'il y a vingt ou trente ans, pour qui a des yeux pour voir. Le Tiers Monde est de plus en plus affamé, mais même dans les pays riches, la classe ouvrière est de plus en plus appauvrie. Les pays riches comptent désormais des dizaines de millions de chômeurs qui n'auront bientôt plus aucun espoir de retrouver jamais du travail. Les salaires n'augmentent pas, le niveau de vie des travailleurs baisse. Et cette situation, la richesse éhontée des uns d'un côté, sur le dos de la grande majorité de l'autre, on a pu constater qu'elle est voulue, aidée, encouragée par tous les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Les sociaux-démocrates (aidés ou non des communistes, c'est selon les intérêts d'appareils de Marchais) et la droite diverse et avariée contribuent tous à leur façon à imposer la misère et l'oppression.

Alors, aujourd'hui, il y aurait au moins autant matière à "politisation" du milieu étudant qu'il y a quelques décennies. La mobilisation étudiante de novembre-décembre derniers en a été une preuve, elle reflétait confusément cette inquiétude, voire cette révolte des jeunes devant une société inégalitaire et cruelle, et leur hostilité à des politiciens usés et hypocrites — toutes "couleurs" confondues.

Mais le mouvement étudiant n'a pas de dirigeants à la mesure des circonstances (la classe ouvrière non plus, d'ailleurs, et c'est bien le problème). Tandis que l'heure, plus que jamais, serait à faire de la politique, et à en faire vraiment et fièrement, les dirigeants étudiants de gauche, sociaux-démocrates de toutes tendances, communistes à la Marchais ou Juquin et même la plupart de ceux qui se prétendent d'extrême-gauche se retrouvent finalement (même s'ils guerroient les uns contre les autres sur des futilités corporatistes) pour ne professer qu'un syndicalisme revendicatif et dépassé... surtout en milieu étudiant ! Oui, de ce point de vue, l'UNEF des années 60 avait meilleure mine !

De la part des sociaux-démocrates confirmés, c'est évidemment un choix de ne pas faire de politique (ou au mieux, les jours de fête, celle qui consiste à montrer du doigt Chirac, Pasqua ou Chalandon pour apporter des voix à d'éventuels futurs ministres socialistes... qui feront la même politique). Alors les uns militent pour le "réinvestissement de l'Etat" dans les CROUS ; les autres pour le "réengagement financier" de l'Etat dans les mêmes organismes de gestion universitaire... Batailles aussi incompréhensibles que dérisoires...

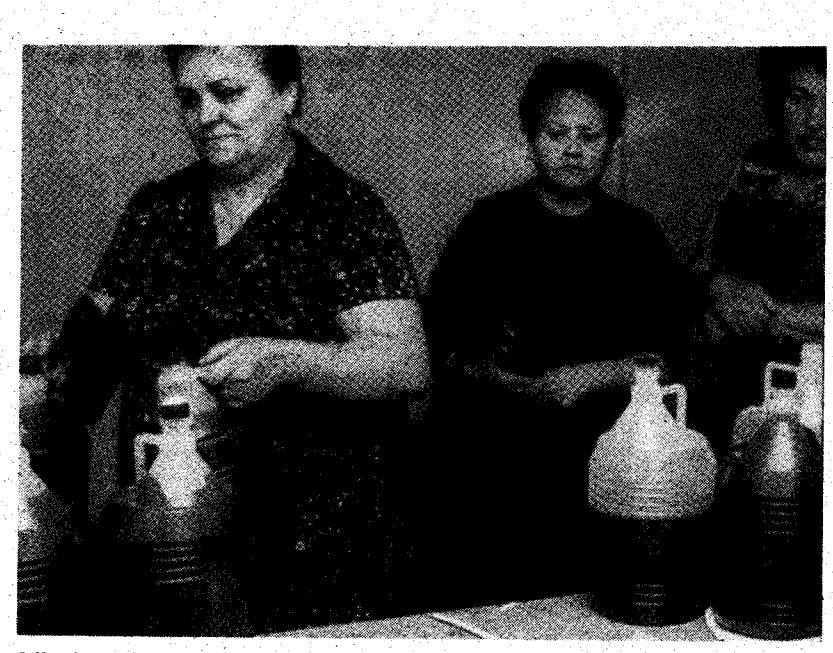
Mais si, au lieu de se contenter de réclamer vainement des sous à l'Etat de la bourgeoisie, des étudiants aidaient à le combattre et à le renverser ? S'ils étaient, avec les travailleurs et tous les pauvres du monde, les artisans d'une autre société ? Si c'est elle qu'ils défendaient dans les universités ? L'UNEF en changerait à coup sûr de visage !

Olivier BELIN

ESPAGNE

Un procès qui épargnera bien des "huiles"

Le procès des responsables de l'empoisonnement, en 1981, de milliers de personnes ne sera peut-être pas le "procès du siècle" dont parle la presse, mais il est sans doute déjà le plus volumineux de toute l'histoire judiciaire du pays : le sommaire contient 250.000 feuilles, il y a 2.500 témoins convoqués, 208 experts espagnols et 42 étrangers seront appelés à donner leur avis. Il y aura sur la sellette 38 patrons et distributeurs accusés d'attentat contre la santé publique et devant répondre de 584 homicides et de 24.396 délits divers (lésions physiques, escroqueries et faux en écriture). Et pendant ce temps, des malades continuent de mourir puisque le chiffre de 584 morts avancés au début du mois d'avril 1986 est aujourd'hui de 672.



L'huile, par bidons de 5 litres, était vendue principalement dans les milieux populaires.

DES CENTAINES DE VICTIMES... DE L'HUILE TOXIQUE...

Tout a commencé en 1981, lorsque ceux qui sont aujourd'hui sur le banc des accusés — et d'autres qui n'y sont pas — ont décidé de multiplier leurs gains avec la vente au public de l'huile de colza dénaturée après l'avoir trafiquée afin de la faire passer pour de l'huile d'olive. Les propriétaires de RAPSA, une entreprise de San Sebastian qui importait régulièrement, avec autorisation officielle, de l'huile de colza dénaturée pour l'industrie sidérurgique, reçurent des entreprises françaises Huilerie de la Dalisse et Compiègne-Oléagineux-Robbe, 600.000 kg de cette huile et la dévièrent vers la consommation humaine. A partir de ce moment, ce poison a été vendu dans les milieux populaires de 22 provinces espagnoles, surtout dans la banlieue de Madrid.

L'alerte fut donnée quand le 1er mai 1981, mourait à Torrejon de Ardoz (Madrid) un enfant de 8 ans à cause d'une étrange maladie que l'on identifié dans un premier temps comme "la maladie du légionnaire". Dix jours plus tard, il y avait deux cents cas de malades et de morts.

... MAIS AUSSI DU LAXISME DES AUTORITES

Les responsables du ministère de la Santé ne s'inquiétaient pas outre mesure. Ils parlèrent de "pneumonie atypique", puis d'un "microplasme", gentiment qualifié de "petite bestiole" et qui serait responsable du nouveau mal, pas grave toujours selon eux.

Néanmoins, le 10 juin, une note sur le danger d'utilisation de l'huile d'olive vendue en vrac était éditée et, le 17 juin, on évoquait l'existence dans cette huile de molécules chimiques toxiques dues à des mélanges, etc.

Mais on attendit jusqu'au 16 juillet pour commencer une procédure de justice contre les industriels impliqués dans l'affaire. Ce qui leur laissa suffisamment de temps, cinq semaines, pour détruire des preuves, préparer des alibis et faire disparaître l'essentiel de leur patrimoine, comme le montre le fait que, pour couvrir les 6.000 millions de pesetas d'indemnisation demandés par l'avocat, on n'a réussi à saisir que 32 millions de pesetas, une quantité ridicule par rapport à la valeur des entreprises possédées par les accusés.

En attendant, les hôpitaux étaient complètement débordés et on atteignait le chiffre de deux cents morts. Dans les quartiers populaires de Madrid, les plus touchés par ce qu'on commençait à appeler le "syndrome toxique", les gens vivaient dans la crainte de tomber malades et ceux qui l'étaient déjà s'organisaient pour se défendre et demander qu'on enquête sur les responsabilités.

LA GAUCHE, EXIGEANTE QUAND ELLE ETAIT DANS L'OPPOSITION...

Les partis de gauche et les syndicats demandaient aussi des explications au gouvernement. Tandis que de leur côté, les différents ministères impliqués (Agriculture, Commerce, Finances) se rejetaient la faute les uns sur les autres. Ce qui permit finalement d'arriver à la conclusion que tous étaient fautifs.

En septembre 1981, il y a eu un premier débat au Parlement sur le colza, au cours duquel les socialistes, le principal groupe de l'opposition, critiquèrent durement le gouvernement de droite alors en place et demandèrent, en vain bien sûr, la condamnation globale de celui-ci ou, au mois, la "réprobation" de cinq ministres.

Jusqu'à sa victoire électorale d'octobre 1982, le PSOE ne cessa d'harceler le gouvernement avec l'affaire du colza et il se présentait devant l'opinion publique comme le meilleur défenseur des victimes du "syndrome toxique". Il mit sur le devant de la scène Ciriaco de Vicente, un député de Murcia qu'il a chargé de défendre ses points de vue au Parlement et auprès des médias.

...S'EST MONTREE ATTENTISTE... UNE FOIS AU GOUVERNEMENT

C'est une chose d'être dans l'opposition et une autre d'être au gouvernement. Et lors de la formation du premier gouvernement socialiste, le nom de Ciriaco de Vicente ne figurait pas dans la liste des ministres, alors que tout le monde croyait qu'il serait le nouveau ministre de la Santé et que sur l'affaire de l'huile de colza, il ferait avancer les choses.

En réalité les responsables de la santé publique n'ont pas tardé à se mettre à dénoncer les "abus" existant, selon eux, dans les prolongations des arrêts de maladie des "victimes de l'intoxication". Ils ont demandé aux médecins d'accélérer les déclarations de guérison.

Des associations de défense des victimes ont appelé à manifester contre la politique attentiste et parfois répressive du gouvernement socialiste ; et l'on a même vu de nombreux malades s'en aller planter leurs tentes de camping face au palais de la Moncloa, sous les balcons de Felipe Gonzalez, pour protester.

Depuis, les années sont passées sans que le gouvernement socialiste fasse grand-chose de plus que son prédécesseur. Actuellement, au moins trois ministères (Agriculture, Santé et Finances) contribuent au contrôle des aliments. Mais les journalistes se sont plaints très récemment du fait qu'il leur a été impossible de pouvoir vérifier le nombre de raffineries d'huile qui existent, comme de savoir quel ministère devait les contrôler. Et ils affirment avoir constaté personnellement qu'au moins dans trois villes de la région de Toledo, on continuait à vendre aujourd'hui de l'huile en vrac et sans étiquette.

Les socialistes vont sans doute profiter du procès pour essayer de se faire un peu de publicité, puisque le chef du gouvernement, Gonzalez et le vice-président Guerra sont cités comme témoins. Mais ce que réclament les malades, c'est d'abord la certitude que cela ne se reproduira pas et des indemnités plus importantes.

Les premiers jours du procès ont surtout été l'occasion pour les victimes de voir en chair et en os leurs empoisonneurs.

Les réactions ont été d'autant plus passionnées, le premier jour, qu'un des accusés a cru bon de faire avec ses doigts le V de la victoire devant les malades. Si bien que le deuxième jour, les sièges réservés aux malades étaient vides pour protester contre les provocations et aussi à cause des difficultés pour arriver jusqu'au tribunal.

Tout le début du procès a amené l'importateur à accuser le revendeur et vice-versa et les victimes qui témoignent dans la presse expriment bien souvent, avec tristesse et dignité, leur septicisme et leur indignation.

Une jeune femme interrogée expliquait sa maladie, la perte de son emploi de vendeuse en ajoutant : *"1.200 F, c'est peu et je voudrais plus, mais je voudrais surtout que cela ne se reproduise plus" (...) "Quant à ceux que je vois, je ne veux pas les tuer, je voudrais simplement leur faire boire l'huile qu'ils ont vendue".*

Mais d'ores et déjà, on sait que bien des choses resteront dans l'ombre car on laisse dans l'ombre le fait que tout cela n'a été possible que grâce au silence, à la collaboration et même la complicité des différents gouvernements qui se sont succédé depuis 1981 jusqu'à aujourd'hui.

Gabriel CATALA

Les travailleurs disent non au blocage à 5 % des augmentations salariales

Les mouvements de grève contre la politique salariale du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, qui prétend bloquer les augmentations salariales à 5% dans les actuelles négociations pour le renouvellement des contrats collectifs, se multiplient en Espagne.

Depuis plus d'un mois la centrale syndicale appelée Commissions Ouvrières et liée aux Partis Communistes a pris l'initiative de mouvements revendicatifs qui dans l'ensemble ont trouvé un écho parmi les travailleurs. Et l'UGT, liée au parti gouvernemental qu'est le PSOE, a rallié progressivement les initiatives de sa rivale. Aujourd'hui les dirigeants de l'UGT ont critiqué officiellement le plafond de 5% que le gouvernement prétend imposer. Il est vrai qu'en restant sur leur première position de soutien inconditionnel à la politique du gouvernement les dirigeants de l'UGT risqueraient non seulement de voir leur syndicat, jusque-là majoritaire, perdre du crédit au profit des Commissions Ouvrières, mais aussi de perdre les moyens de contrôler l'évolution de la situation.

Les récits publiés dans un journal comme *El País,* qui ne cache pas ses sympathies pour le gouvernement socialiste, insistent sur le fait que les grèves sont de plus en plus largement suivies. Les grèves successives du métro madrilène ont totalement paralysé le réseau, le mouvement dans la construction serait suivi à 80%. Dans la métallurgie, les plus grosses entreprises sont touchées. Le 7 avril la journée de grève aurait été suivie par 5 000 des 8 200 employés de la General Motors à Figueruelas près de Zaragosse, et le même jour la moitié du personnel de la FASA-Renault à Valladolid aurait suivi le débrayage d'une demi-journée pendant que dans de nombreuses entreprises de moindre importance des mouvements auraient mobilisé la majorité, voire la quasi-totalité du personnel.

Ce vendredi 10 avril, premier jour des vacances de Pâques en Espagne, la grève devrait toucher tous les secteurs du transport. Les chemins de fer (la RENFE), les compagnies aériennes (Ibéria et Aviaco), la compagnie maritime Transméditerranéenne ont toutes les chances d'être paralysées ainsi qu'une nouvelle fois le métro de Madrid et sans doute d'autres secteurs.

La succession de ces journées d'action par branches, par secteurs, voire parfois par régions, le fait qu'elles soient largement suivies, pose le problème qu'elles ne convergent pas seulement mais qu'elles débouchent sur une offensive contre le gouvernement.

Henriette MAUTHEY

LES PATRONS RAPACES
DE LA BONNETERIE TROYENNE

Licenciements et baisses de salaires

Dans la bonneterie troyenne, le groupe Devanlay — plus connu sous le nom de sa marque : Lacoste — vient d'annoncer 320 suppressions d'emplois pour l'année, dont une partie en FNE et 80 licenciements. Certains commencent ces jours-ci.

Le directeur du personnel a annoncé qu'il avait contacté les autres patrons troyens pour leur demander... de reprendre les licenciés. Certains ont accepté, mais en contrats provisoires!

De plus en plus, on rencontre des travailleurs qui se sont fait licencier d'un endroit, se retrouvent en contrat provisoire trois mois ici, deux mois ailleurs; on rencontre des jeunes en stages "d'insertion" qui n'en finissent pas de s'insérer, des intérimaires...

La bande de crocodiles que sont Lacoste et les autres patrons troyens espèrent qu'ainsi les licenciements passeront sans faire de vagues.

Troyes se présente comme "la capitale de la bonneterie" fabriquant tricots, pulls, T-shirts, joggings ou chaussettes. C'est là que sont implantées les usines des groupes Lacoste, Absorba ou autres.

Pour la plupart, ce sont de petites ou moyennes unités, paternalistes, avec une main-d'œuvre en majorité féminine payée à peine au-dessus du SMIC et où règne encore le salaire aux pièces. La crise n'a pas empêché les patrons d'encaisser de beaux bénéfices. Le groupe Devanlay a, par exemple, réalisé 112 millions de bénéfices en 1986 pour 2 milliards de chiffre d'affaires. Cotée en bourse, l'action de ce groupe a quasiment quadruplé en deux ans. Les autres groupes se portent plutôt bien eux aussi...

Pourtant, ça parle de crise. C'est du moins la chanson que l'on sert aux salariés. Car, si ces groupes font tant d'argent, c'est en imposant des reculs à ceux-là. Partout les cadences augmentent. Soit directement, soit parce que le tarif des pièces baisse et que les ouvrières sont payées aux pièces ou que l'on paye le même tarif pour de nouveaux modèles qui demandent plus de travail. Il n'est pas rare désormais de voir des ouvrières arriver en dessous du SMIC; le patron doit alors compléter pour ne pas être en infraction... mais ce qu'il ne fait qu'un temps. Et partout on fait pression sur les ouvrières les moins rapides en agitant la menace de licenciement.

Chez Absorba-Poron, on a annoncé aux salariés la suppression du 13e mois acquis lors d'une grande grève il y a plus de dix ans. Il est remplacé par une prime de participation aux bénéfices... et comme par hasard, cette année, il n'y a pas de bénéfices!

Absorba-Poron a licencié l'an dernier, Petit-Bateau-Valton aussi. Il en est de même à Gérard-Fortier, l'entreprise d'Arcis-sur-Aube dont la presse avait parlé l'an dernier parce que le patron avait obtenu du délégué de la CGT, et contre l'avis de sa centrale, la signature d'un contrat de flexibilité, ce qui n'a pas empêché le patron de supprimer en deux vagues le quart des emplois.

C'est dire que c'est tout le département qui a été touché par les réductions d'effectifs successives dans la bonneterie. L'annonce, récente, des 320 suppressions d'emplois dans le groupe Devanlay, a provoqué des réactions. Il y a eu des débrayages et de petits cortèges ont manifesté en ville. C'est un début. **Correspondant LO**

CHAUSSON (Meudon)

Coup de colère pour la dignité

A l'usine Chausson de Meudon, une unité de fabrication sur presses et soudeuses d'éléments de carrosserie, qui emploie dans les 500 personnes, il y a eu récemment trois jours chauds.

Le mardi 31 mars à 16 heures, la trentaine d'ouvriers d'après-midi de la Tôlerie se mettait en grève en exigeant le départ du contremaître.

Les conditions de travail dans ce secteur sont très dures, les cadences intenables, les brimades et les coups de gueule des chefs agrémentés souvent de réflexions plus ou moins racistes (la pluplart des OS sont immigrés, en majorité asiatiques). Ce contremaître, connu comme un des pires sur toute l'usine, venait de s'en prendre à nouveau à un travailleur. C'est la goutte qui fit déborder la coupe : *"Assez d'être traités comme des chiens : on veut la justice, le respect de la dignité"*, disaient les Asiatiques, les plus déterminés. La grève dura jusqu'à 23 heures, la fin de poste. Et le lendemain après-midi, à la prise de poste, c'est toute la Fabrication qui s'arrêtait spontanément en solidarité. Il faut dire que le ras-le-bol par rapport aux cadences, aux sanctions, aux conditions de travail épouvantables et aux bas salaires est général dans l'usine.

Face à l'usine en grève, la direction paniquait. Elle mobilisait l'encadrement, faisait venir un huissier. Et toute la soirée c'était le face-à-face tendu cadres-grévistes, ponctué d'explosions de colère quand ils essayaient de remettre en route une machine ou un chariot.

Le lendemain après-midi, après que l'équipe du matin eut essayé, elle aussi, de se mettre en grève, le travail reprenait. Le contremaître, cause du conflit, avait d'ailleurs disparu depuis la veille. Manœuvre pour désamorcer la grève, ou a-t-il réellement craqué, comme le dit la direction? Quoi qu'il en soit, la colère n'est pas retombée. Il y a longtemps qu'on n'avait vu un pareil mouvement à Chausson-Meudon, et l'arrogance de la direction et des chefs en a pris un coup dans l'aile.

Les ouvriers, eux, se sentent nettement plus forts.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Pas un cadeau

Deux ouvriers du Transport devaient se faire remettre la médaille du travail. La cérémonie était à 16 h 30. Le chef leur a demandé de venir travailler le matin au lieu du soir.

Ce chef a-t-il eu la médaille du larbin du patron ?

Voilà le printemps

Au Montage II, les pannes s'accumulent du côté des robots. Mais c'est à nous qu'on demande de les rattraper, quand on y arrive. Malgré cela, les 278 voitures sont rarement faites. Les robots n'aiment pas les cadences et ils craquent. C'est valable pour nous aussi. On a vu le soleil du printemps et on rêve de faire la pause.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
Citroën - Aulnay

Ça l'affiche mal

Un peu partout, la direction demande à l'encadrement d'afficher sur grands panneaux les graphiques, les listes de petits incidents, etc., que les chefs faisaient auparavant dans le secret de leurs bureaux ou boquettes.

Quel travail! Quelles responsabilités écrasantes que de noter ainsi les coupures au doigt d'un tel, d'afficher la tête du PDG ou la photo d'un cercle qualité!

L'utilité de tout ce cinéma saute aux yeux : espérons que les panneaux, eux, ne nous tomberont pas sur la tête.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Peugeot (Sochaux)

Dans notre courrier

Ils se croient tout permis

"Le laboratoire Soekami emploie une cinquantaine de personnes à Levallois-Perret (92).

J'y ai travaillé pendant une semaine en intérim, et pour la première fois, depuis que je suis intérimaire, je me suis retrouvée privilégiée par rapport au personnel en fixe.

Car dans cette boîte, c'est le SMIC pour tous les ouvriers (sur chaîne ou pas) et 500 F au-dessus pour les employées. Mais en plus, tout le monde travaille 42 h 30 par semaine... payées 39 h.

C'est le 1er février dernier que ces heures gratuites ont commencé. Le patron a réuni tout le personnel et lui a proposé 10 % de baisse de salaire ou 3 h 30 de plus gratuites par semaine pendant six mois, précisant que ceux qui n'étaient pas d'accord pouvaient l'écrire sur une feuille de papier... en n'oubliant pas d'y mettre leur nom.

Les raisons invoquées pour justifier cet "effort" : les grèves du service public, les intempéries et le renforcement de la concurrence qui auraient "limité les bénéfices de l'entreprise".

Ainsi, la boîte se porte plutôt bien puisque le patron lui-même ne parle que de limitation des bénéfices, ce qui est encore à vérifier car les salaires n'ont pas bougé depuis deux ans (hormis les hausses du SMIC) et les produits qui sortent des chaînes se vendent bien : préservatifs, ovules contraceptifs, des édulcorants pour remplacer le sucre, des crèmes antimoustiques, de l'eau de toilette...

Enfin, l'entreprise vient de décider une augmentation de son capital.

A la suite du "vote unanime" pour les heures gratuites (les trois personnes qui étaient contre ont été forcées de démissionner), le patron a sorti une note disant en substance qu'il remerciait le personnel pour son sens aigu des intérêts de l'entreprise, surtout en cette période "d'égoïsme" comme on a pu le voir récemment dans les services publics.

Pour montrer l'exemple, le PDG a décidé de baisser son salaire de 25 %, ce qui fait dire à tout le monde qu'il doit grassement se payer pour pouvoir diminuer son salaire du quart.

Tout ça, ça a du mal à passer, même si pour l'instant l'ambiance est plutôt à la démoralisation.

Les travailleurs, venant en majorité d'Asie du Sud-Est, ne voient pas trop quoi faire contre ce patron "dictateur" (et ils savent de quoi ils parlent) car ils craignent de se faire licencier s'ils se rebiffent.

Mais avec les cadences de travail qui augmentent, les salaires qui baissent, les 2 à 3 heures de transport par jour et, là-dessus, les 3 h 30 gratuites par semaine, la coupe se remplit, et elle pourrait bien finir par déborder."

A.S. - (Paris)

SNECMA (Gennevilliers)

Une expérience qui ne sera pas perdue

Jeudi 2 avril se tenait l'assemblée générale de toute l'usine à l'appel du Comité d'organisation, appel soutenu par la CGT et la CFDT.

Cette assemblée qui a regroupé près de 450 travailleurs des Ateliers des Aubes, des Forges et des Fonderies (sur les 2.700 de l'usine) devait décider de la suite du mouvement pour les 1200 F engagé quatre semaines plus tôt par les travailleurs des Aubes.

Un représentant du Comité d'organisation des Aubes ouvrit l'assemblée par une intervention retraçant le bilan de l'action. Il expliqua comment les travailleurs des Aubes s'étaient mis d'accord sur la revendication des 1200 F, comment ils avaient réussi, grâce au Comité d'organisation, à entraîner la grande majorité des autres travailleurs de leur atelier, comment enfin ils avaient réussi à élargir à toute l'usine la nécessaire discussion sur les salaires. Aujourd'hui, il s'agissait donc de se prononcer en assemblée générale sur cette revendication des 1200 F mais aussi et surtout de s'engager dans un premier temps sur le principe de la grève et dans un second temps de décider d'aller voir les autres secteurs pour les entraîner dans le mouvement.

Immédiatement après son intervention, un représentant syndical CGT réclama la parole. Il s'étonna du faible nombre de participants. Dans un tract diffusé le lendemain la CGT écrivait même : *"C'est la première fois qu'un nombre aussi faible de salariés participe à une telle réunion"*. Ce qui est évidemment faux, la CGT s'étant même lancée en 1979 dans une occupation sauvage de l'usine avec pas plus de... 50 salariés ! Mais, c'était manifeste, pour ce responsable de la CGT l'objectif principal restait bien de démoraliser l'assemblée par des propos défaitistes plutôt que de s'appuyer sur les présents pour les encourager à élargir le mouvement.

Il continua en citant les conflits récents de l'EDF ou de la SNCF, dans le seul but de refroidir l'assemblée. *"Il faut être réaliste,* lança-t-il, *ils n'ont rien gagné!"* L'insistance avec laquelle il parlait des difficultés de la lutte ne visait pas à mettre les travailleurs devant leurs responsabilités mais, bel et bien, à les démobiliser. Ce que bon nombre de travailleurs présents comprirent ainsi. Il conclut en disant que la CGT ne voterait pas sur la revendication des 1200 F.

Un syndiqué CGT, ancien permanent de l'UL de Bezons, continua sur le même ton, pour dire qu'il fallait se battre secteur par secteur pour la "baisse de la production" et que s'il devait y avoir des actions à engager il fallait les décider à bulletins secrets.

Les travailleurs qui depuis quatre semaines s'étaient mobilisés en s'engageant ouvertement, protestèrent énergiquement. Devant cette réaction, des responsables CGT orchestrèrent alors le chahut. Des membres du Comité d'Etablissement se mirent à hurler, à essayer de disloquer l'assemblée en entraînant une partie des présents, bref firent tout pour créer la confusion et la pagaille à la seule fin d'empêcher les votes. Un représentant du Comité d'organisation de la grève réussit tout de même à faire se prononcer, par un vote à main levée, les participants de l'assemblée sur le principe de la revendication des 1200 F. A une large majorité les travailleurs votèrent pour les 1200 F uniformes. Deux membres de la CGT, hostiles depuis le début du mouvement, votèrent contre, la majorité des autres refusèrent de voter.

Il n'y avait pas encore cette fois, à cette assemblée, une détermination suffisante pour décider d'engager la grève, surtout en passant outre à l'opposition des dirigeants de la CGT. Mais, contrairement à ce qui était prévu par la direction CGT, la revendication des 1200 F et la nécessaire lutte qu'il faudra bien mener pour les obtenir continuent à faire beaucoup discuter dans l'usine. Les discussions sont nombreuses. L'idée de la grève fait son chemin. Les travailleurs sont loin d'être démoralisés même s'ils sont aujourd'hui moins mobilisés.

Correspondant LO

ALSTHOM ATLANTIQUE
RATEAU (La Courneuve)

Des actions qui ne garantissent pas l'avenir...

En vue de la privatisation de la CGE prévue en mai prochain, *Inter 7,* le journal patronal de l'Alsthom, distribué à tous les salariés, a publié les conditions faites aux salariés du groupe pour l'achat d'actions.

Et les discussions, au moins dans les bureaux, vont bon train. Pensez-donc ! Pour attirer le client, l'offre paraît alléchante : réduction de 20 % sur le prix de l'action, un prêt gratuit en 36 mensualités jusqu'à 65 % de l'achat et une action gratuite par action achetée jusqu'à concurrence de 4.815 F, offerte la quatrième année seulement, parce que bien sûr, les actions achetées dans ces conditions sont bloquées 5 ans.

Deux autres variantes sont possibles, l'une où les actions sont bloquées 4 ans seulement et l'autre pas du tout, mais, alors, les rabais et les prêts sont moins importants, voire inexistants.

On ne peut pas dire que ça râle contre la Bourse. Les discussions vont plutôt dans le sens de savoir quelle est l'offre la plus intéressante. S'il y a de l'argent à prendre, puisqu'après tout, les salaires sont quasiment bloqués, il faudrait être fou pour laisser passer une occasion... Voilà quels sont les raisonnements.

Personne n'est vraiment dupe de ce qui se passe en Bourse et du fait que les hausses de titres n'ont rien à voir avec l'activité économique réelle. Mais pour ceux qui font leurs comptes pour savoir combien ils peuvent en acheter, une brusque chute de cours ne paraît pas être pour demain. Pas dupes, mais quand même pleins d'illusions... devant l'argent soi-disant facile qu'on leur fait miroiter depuis les privatisations de Paribas et autres Saint-Gobain.

Un commentaire du journal Alsthom a tout de même provoqué les sarcasmes, y compris de ceux qui sont partant pour acheter des actions : *"Etre actionnaire ne donne aucun droit individuel à la garantie de l'emploi"*.

Eh oui, les patrons ont le cynisme de nous prévenir de notre avenir : actionnaires et... chômeurs si tel est leur bon vouloir et... si nous les laissons faire.

Correspondant LO

ALSTHOM (Saint-Ouen)

Contre le chômage, il faudra d'autres actions

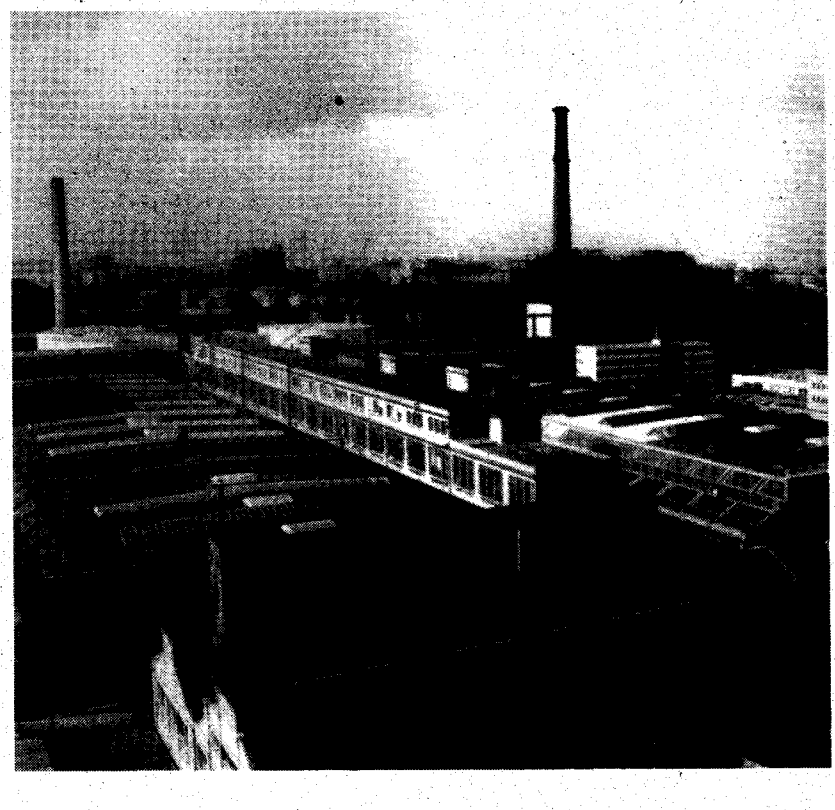
Sur l'ensemble du groupe Alsthom, des licenciements, des fermetures d'établissements sont annoncés et l'Alsthom Saint-Ouen, comme les autres, n'est pas épargné.

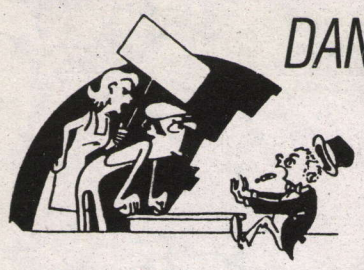
Déjà fin 1986, ce sont 120 emplois qui ont disparu avec la fermeture des Condensateurs. Aucun reclassement, hormis pour la hiérarchie : les travailleurs du secteur refusant le départ à Annecy se sont retrouvés contraints de partir avec les 42.000 F.

Les Condensateurs étant liquidés depuis décembre, la direction attaque un nouveau secteur : c'est l'atelier mécanique qu'elle décide de restructurer. Au départ, 10 à 20 personnes seraient de trop dans le secteur sur les 90 que nous sommes. L'achat d'un nouveau centre d'usinage, la disparition de vieilles machines, entre autres, en seraient les raisons. Le tout devant se faire par le jeu de mutations internes. Monteurs et usiniers sont touchés.

Depuis un mois, la direction a accéléré ce qu'elle avait prévu sur l'année 1987. Déjà 16 personnes ont été mutées, en utilisant les pressions, chantages au licenciement, déqualifications en plus de ces mutations. La direction a profité d'une baisse de charge pour déplacer du personnel ou le prêter dans des usines du site : 6 cas se sont produits. La semaine du 1er avril, la hiérarchie a convoqué 8 monteurs pour leur proposer un déplacement à Boissy-Saint-Léger avec 40 h 30 par semaine, environ 4 h de transport par jour, avec possibilité de faire des heures supplémentaires. Là, c'était trop, les 8 gars ont refusé collectivement, vu les mauvaises conditions.

C'est l'inquiétude sur tout l'atelier. Depuis février, nous ne sommes pas restés sans réaction dans l'atelier et depuis un mois a l'initiative des syndicats CGT et CFDT, réunions d'atelier quotidiennes, délégations, arrêt de travail pour soutenir un camarade qui refusait la mutation, se succèdent. Mardi 31, nous sommes allés dire à la direction lors d'un CE ce que nous pensions de sa restructuration. Et il ne faudra pas en rester là.





PHILIPS-ÉCLAIRAGE (Dijon)

L'envers du décor au pays de la "lampe carrément douce"

La nouvelle lampe "Soft" de chez Philips, la lampe "carrément plus douce" qui se fabrique à l'usine de Dijon, ne rend pas les conditions de travail et de sécurité "carrément plus douces". Dernièrement, le feu a pris en salle des machines, un sectionneur s'est enflammé et l'on a craint un moment que le feu se propage au transformateur à pyralène qui se trouvait juste à côté. Et... au risque d'avoir des émanations de chlore et de dioxine (lésions graves des poumons et de la peau, quand ce n'est pas plus que des lésions).

Les équipiers d'intervention de l'usine ignoraient tout des dangers qu'ils couraient en éteignant le feu. Mais apparemment, pas la direction, puisque cette dernière a pris sur elle de faire évacuer le personnel en équipe, encore au travail !

Mais ce qui a mécontenté les travailleurs évacués c'est qu'après avoir risqué gros, lors de l'accident, ils ont été obligés de venir travailler le samedi matin pour rattraper les heures perdues. La direction a senti que la colère n'était pas loin et elle a préféré promettre le casse-croûte de midi gratuit !

CHÈQUES POSTAUX (Dijon)

Un directeur pas gêné

Un inspecteur a remis en main propre, à chaque employé, une note du directeur d'établissement.

Ce dernier reprochait aux employés de ne pas s'investir assez dans une des campagnes de la poste, et en particulier celle concernant les très utiles comptes "Odyssée" qui sont des comptes chèques destinés aux enfants de plus de 13 ans ! Car seulement 15 comptes "Odyssée" ont été ouvert aux enfants des agents du centre...

Et si cette campagne ne marche pas, le centre risquerait de régresser et donc, d'après le directeur, de menacer les emplois !

Aussi, incite-t-il tout le personnel à caser des comptes "Odyssée" tout azimut, à leurs propres enfants, mais aussi, auprès des voisins, des amis, etc.

Ce qu'il a oublié de dire dans la notice, c'est qu'un directeur de chèques postaux gagne une prime de plusieurs millions de centimes pour une campagne qui a bien marché dans son centre.

ECHOS DES ENTREPRISES

400 voitures, cela fait cher le mégot

Mardi dernier, en équipe 1 au Mastic, une bousculade entre le contremaître et un travailleur a provoqué un débrayage et un arrêt des chaînes pendant quatre heures.

Ce contremaître, connu pour son attitude méprisante vis-à-vis des ouvriers en général et des camarades immigrés en particulier, avait cette fois dépassé les bornes, en voulant nous interdire l'entrée d'un local où nous avions l'habitude de fumer.

4 h de débrayage : c'était la meilleure réponse qu'on pouvait lui faire. Même si la direction n'a pas voulu le muter dans un autre secteur, comme beaucoup de travailleurs le revendiquaient, elle sait que ce contremaître a désormais intérêt à se faire tout petit et à nous respecter.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Renault - Flins - Peinture

Les salauds

Il y a une quinzaine de jours, lors d'une fouille à la porte du J, un ouvrier d'une entreprise extérieure a été accusé de vol, un gardien aurait trouvé quelques forets usagés dans son sac. Aussitôt, il lui a été interdit d'entrer dans l'usine et son entreprise a décidé de le licencier. Cela fait plusieurs années que ce camarade travaille à la Française de Mécanique, sans histoire et apprécié de tous.

Cette affaire est scandaleuse et la sanction plus qu'abusive. Pour quelques forets usagés — qu'on trouve à la pelle dans certaines bennes à ferraille — ce camarade risque de se trouver dans les pires difficultés, lui, sa femme et ses enfants... Mais la direction de la Française de Mécanique, condamnée pour la mort d'un ouvrier, elle, est toujours à sa place !

***extrait du bulletin* Lutte Ouvrière**
La Française de Mécanique
Douvrin

LA MORT D'UNE INFIRMIÈRE EN GARE D'ÉVRY-COURCOURONNES

Les avocats demandent l'inculpation des deux contrôleurs

Peu à peu la lumière se fait sur les circonstances dans lesquelles Viviane Borderie, infirmière à l'hôpital Sainte-Anne à Paris, a été tuée en tombant d'un train de banlieue, le 23 mars dernier (LO du 4 avril). Les divers témoignages se rejoignent. Certains témoins ont même raconté publiquement le drame à la radio ou à la télévision.

Les avocats du mari et de la famille ont tenu une conférence de presse le 7 avril, en présence de représentants du Comité pour la vérité sur la mort de Viviane, constitué par ses collègues et amis. Devant des journalistes, les avocats ont affirmé que *"le dossier est très éclairant"* et ont réclamé que le juge d'instruction inculpe les deux contrôleurs qui n'ont été entendus que comme "témoins" pour l'instant.

Inculpation pour séquestration, parce que les contrôleurs ont empêché Viviane Borderie de descendre à sa gare habituelle de Grigny et auraient fermé une porte de communication du wagon pour la retenir dans le compartiment de 1re classe. Viviane Borderie, qui était parfaitement en règle, était intervenue pour prendre la défense d'une jeune femme zaïroise que des contrôleurs venaient de repousser brutalement sur une banquette parce qu'elle refusait un PV.

Inculpation pour coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner, parce que, selon quatre témoins, l'un des deux contrôleurs qui se trouvaient dans l'embrasure de la porte, en gare d'Evry, a poussé Viviane Borderie alors qu'elle était sur le marche-pied, dos au quai, et que le train redémarrait. Elle est tombée en arrière, a été entraînée par le train, et tuée.

Inculpation pour non-assistance à personne en danger, parce que les contrôleurs n'ont rien fait quand le train est reparti et que Viviane Borderie est tombée. Ils n'ont même pas tiré le signal d'alarme. C'est la jeune zaïroise qui a fait arrêter le train en se précipitant vers la cabine du conducteur, car cela se passait dans la voiture de tête.

Mais malgré des témoignages accablants, la direction SNCF n'a aucun scrupule à présenter sa propre version des faits. Dans une note interne adressée aux contrôleurs, elle blanchit les contrôleurs et essaye même de salir la victime et les témoins. D'après cette note, les contrôleurs ne sont pour rien ni dans le fait que Viviane Borderie n'ait pas pu descendre à Grigny, ni dans sa chute mortelle à Evry, puisque *"les agents de la SNCF ont déclaré que l'incident étant clos, ils avaient repris leurs occupations normales et qu'en aucune façon leur attitude ne saurait avoir un rapport avec l'accident, étant loin de la porte, dos tourné à celle-ci"*. Pour la direction SNCF, le contenu actuel du dossier *"ne permet pas de tirer, dans cette affaire, une conclusion quelconque à la charge de ces agents."* D'autre part, cette note précise que *"Mme Borderie, de nationalité française"*, était *"née à Casablanca, mais Antillaise"*.

Enfin, la direction SNCF qui apparemment n'a rien eu de plus pressé que d'aller fouiller dans ses archives estime qu'*"il n'est pas inutile de signaler"* que les témoins ont déjà fait l'objet de procès-verbaux et que *"la victime, Mme Borderie, a elle-même, un antécédent de cette nature"*. Des coupables, quoi !

Cette attitude ignoble de la SNCF, et, d'autre part, les déclarations publiques des témoins et des avocats n'ont fait que renforcer l'indignation et la détermination des camarades de Viviane Borderie. Avec leur Comité pour la vérité sur la mort de Viviane, ils continuent leurs efforts pour rechercher des témoins supplémentaires, afin de préciser encore les circonstances du drame et afin que les responsabilités des contrôleurs et de la SNCF ne puissent à aucun prix être escamotées. Diffusion de tracts dans les gares, discussions avec les voyageurs dans les trains et sur les quais : ceux du comité feront tout pour que la vérité éclate au grand jour. On peut les contacter en téléphonant au 45.65.84.72 de 14 h à 16 h ou en leur écrivant au : Service de Chirurgie - Hôpital Sainte-Anne - 1, rue Cabanis, 75674 Paris Cedex 14.

Correspondant LO

FOYER PTT

Les résidents de Charcot menacés d'explusion

Le 1er avril, les résidents du foyer PTT Charcot, dans le 13e arrondissement, ont reçu une lettre les avisant de la venue de l'huissier pour les expulser.

Ils n'acceptent pas, en effet, la décision des PTT de fermer leur foyer le 1er mars, et un certain nombre d'entre eux ont décidé d'y rester.

Depuis cette date, les PTT ont multiplié les pressions pour les faire changer d'avis : coupure de l'électricité pour le chauffage, les réfrigérateurs, de l'eau chaude ces derniers jours, début des travaux dans les parties communes du foyer. En vain jusqu'à présent. Ils tiennent à rester dans ce foyer et ne veulent pas accepter les relogements qu'on leur a proposés, situés souvent trop loin en banlieue.

En 1986, 19 foyers PTT ont ainsi fermé, et 4 fermetures sont prévues pour 1987. La politique des services sociaux des PTT est en fait de transformer les chambres de foyers en appartements, qu'elle pourra louer aux milliers de postiers qui cherchent un logement sur la région parisienne. Les foyers étaient en effet réservés aux débutants, on y restait officiellement 6 mois maximum, et des débutants aux PTT, avec la fermeture progressive des concours de recrutement, cela devient de plus en plus rare. C'est ainsi, par exemple, que les chambres de 11 m² du foyer Charcot se verront promues "studio" par la simple pose d'un compteur d'électricité individuel.

Seulement, pour appliquer cette politique, les PTT traitent pardessus la jambe les jeunes postiers qui habitent encore ces foyers, les obligeant à bouleverser toutes leurs conditions de vie et de travail.

Cela, les résidents du Charcot ne l'acceptent pas.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Orient 1er (vo), Mercury 8e (vo), Français 9e, Montparnos 14e.

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 13 h.

VIENNE POUR MEMOIRE
d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique :

• DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS
évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles. **Saint-Germain Studio 5e, samedi, dimanche, lundi.**

• SANTA FE
C'est la tentative d'adaptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio, samedi, dimanche.

• WELCOME IN VIENNA
Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5e, samedi, dimanche, mardi.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations difficiles et tendres qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
Gaumont 1er, Gaumont 2, Hautefeuille 6e, Publicis 6e, La Pagode 7e, Gaumont 8e, Gaumont 14e, Mayfair 16e, Pasquier 9e, Maxeville 9e, Paramount 9e, Nation 12e, Fauvette 13e, Alésia 14e, Miramar 14e, Convention 15e, Clichy Pathé 18e, Pasquier 8e.

PLATOON
de Oliver Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
Forum Horizon 1er, Harpe 5e, Hautefeuille 6e, George V 8e, Marignan 8e, Français 9e, Maxeville 9e, 14 Juillet 11e, Nation 12e, Fauvette 13e, Mistral 14e, Pathé 14e, 3 Parnassiens 14e, Kinopanorama 15e, 14 Juillet 15e, UGC 15e, Maillot 17e, Wepler 18e.

"Le thème" de Gleb Panfilov

Le thème est l'un des premiers films projetés en Occident que Gorbatchev ait fait sortir des tiroirs de la censure où il dormait depuis 1979.

Toute l'histoire se déroule dans une petite ville de province où un écrivain célèbre vient de se retirer pour écrire au calme une pièce de théâtre. D'emblée on sait à quoi s'en tenir : tout son talent a consisté à atteindre la cinquantaine en fournissant des "œuvres" qui ne dérangent surtout pas la censure. On laisse cependant entendre au spectateur qu'il n'en a pas toujours été ainsi : vu son âge, son style de vie, Klim Essenine semble incarner le prototype de certains littérateurs soviétiques qui se sont fait connaître en témoignant d'une certaine indépendance d'esprit dans leur jeunesse, lors du "dégel" khrouchtchévien d'il y a trente ans, mais qui, depuis, ont trouvé dans le conformisme social et la lâcheté individuelle le moyen de s'assurer une existence matérielle confortable. Mais, sous leurs pelisses cossues, explique le metteur en scène, Panfilov, certains en souffrent et sont mal dans leur peau.

Pour le triste héros du *Thème,* tout va basculer en quelques jours à l'occasion de sa rencontre fortuite avec trois intellectuels fort différents de lui. La première, Sacha, n'est pas dupe de la nullité dorée sur tranche qu'est devenu Essenine et ne le lui envoie pas dire. Outre la vérité, elle a deux passions dans sa vie. Tout d'abord un poète paysan local des années trente (le thème de la littérature "paysanne" porteuse de valeurs présentées comme authentiques face à la médiocrité officielle est fort à la mode en URSS). L'autre passion de Sacha est bien vivante : il s'agit d'un jeune intellectuel juif, écœuré des mensonges et faux-semblants officiels. Par dégoût, il a cessé d'écrire et est devenu fossoyeur jusqu'au jour où il a une possibilité d'émigrer.

La scène de la rupture où il redit à Sacha les raisons de son départ est celle qui aurait provoqué l'interdiction du film pendant sept ans. Comme l'avait alors expliqué à Panfilov un fonctionnaire de la censure, ces choses sont connues, on en parle même dans les journaux, mais ce serait trop de les porter à l'écran. Un avis que ne partage pas (ou plus) Gorbatchev. Peut-être d'ailleurs parce que Sacha, qui apparaît comme le porte-parole de Panfilov, se livre dans cette scène à un vibrant plaidoyer pour l'amour de la patrie et l'impossibilité pour un intellectuel "russe" de vivre en Occident, bref un discours qui ne détonne guère par rapport à celui des autorités actuelles.

Et Essenine dans tout cela? Il découvre (mais Panfilov suggère qu'il n'est pas trop tard) que l'honnêteté intellectuelle vaut plus que tout un bazar de littérature de commande.

Que cela constitue une description réaliste, même partiellement, des problèmes de certains intellectuels soviétiques qui aimeraient bien ne pas (enfin, pas trop) avoir à choisir entre leur confort et leurs états d'âme, c'est probable. C'est même apparemment un des problèmes du réalisateur : ses films, très connus en URSS, ont toujours su jusqu'où ne pas aller trop loin, *Le Thème* ne dérogeant pas à cette règle... même s'il avait sept ans d'avance sur la censure !

Quant à l'enthousiasme de certains critiques occidentaux pour ce film, il tient sans doute en grande partie au fait qu'ils y découvrent une petite-bourgeoisie intellectuelle soviétique guère différente de son homologue de l'Ouest, c'est-à-dire d'abord préoccupée d'elle-même, y compris quand elle prétend s'intéresser au reste de la société.

P.L.

"Le grand chemin"

de Jean-Loup Hubert. Avec Anémone et Richard Bohringer

Un petit garçon est placé par sa mère, pour les vacances, chez des amis — un couple en conflit permanent. Apparemment, la présence du petit garçon finit par résoudre leurs problèmes.

Le sujet est sans doute archi-usé. Mais il y a les deux gamins qui font l'affiche du film, très nature, drôles et tendres, qui sont le centre du film et en font tout le charme.

sélection télé

Samedi 11 avril

17 h. FR3. Les géants de la musique. Deux concertos de Haydn et Schumann pour violoncelle, interprétés par Mstislav Rostropovitch.
20 h 30. La 5. Shaka Zulu. Premier épisode d'un feuilleton américain qui en compte cinq. Une super-production qui raconte la légende d'un chef du Zululand en Afrique du Sud, au 19e siècle, en butte aux colonisateurs anglais.
21 h 55. A2. Les rois maudits. Une rediffusion d'un téléfilm en six parties, d'après le roman de Maurice Druon, qui eut un grand succès lors de sa première diffusion en 1975.
22 h 15. TF1. Droit de réponse. Mourir pour Nouméa, avec la participation de Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS.

Dimanche 12 avril

20 h 30. La 5. Le ciel peut attendre. Film américain de Warren Beaty avec lui-même et Julie Christie. La réincarnation traitée avec humour et fantaisie.
21 h. FR3. L'homme et la musique, série de huit émissions de Yehudi Menuhin. Ce soir, il s'agit de l'évolution de la musique en Occident du Moyen Age à la Renaissance.
21 h 55. A2. Musique au cœur, émission d'Eve Ruggieri. La soirée musicale continue dans un tout autre genre avec la musique contemporaine de Pierre Boulez.
22 h 50. FR3. Cinéma de Minuit : L'hirondelle et la mésange, film muet d'André Antoine, tourné en 1920 et monté en 1984. Un drame réaliste sur les bateliers des canaux du Nord.

Lundi 13 avril

15 h 20. TF1. Nous avons gagné ce soir, film américain de 1949 sur le monde corrompu de la boxe.
20 h 30. A2. La Maffia II. Deuxième épisode de ce feuilleton italien.
20 h 35. TF1. Subway, film de Luc Besson (1985) avec Isabelle Adjani, Christophe Lambert, Richard Bohringer, Michel Galabru. Film fantastique à la manière d'une bande dessinée moderne.
20 h 35. FR3. Le verdict, film d'André Cayatte avec Sophia Loren et Jean Gabin. Une peinture acide du monde judiciaire.
22 h 45. A2. Le corps vivant. Cette série documentaire nous explique le rôle de la peau.

Mardi 14 avril

20 h 30. A2. Un éléphant ça trompe énormément. Un film d'Yves Robert avec Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos, etc. Un bon divertissement.
20 h 30. La 5. Elephant man, film américain de David Lynch (1980). L'histoire misérable d'un homme à la figure monstrueuse dans l'Angleterre du XIXe siècle. Un film émouvant.
20 h 30. Nevada Smith, un bon western sur le thème de la vengeance, avec Steve Mc Queen.
20 h 35. FR3. Panique à bord, le quatrième film de la soirée ! Celui-là est un film catastrophe sur le naufrage d'un paquebot, très bien fait paraît-il.

Mercredi 15 avril

21 h 55. FR3. Thalassa. Le magazine de la mer nous entraîne sur la côte sud de l'Australie où les pêcheurs de mollusques s'affrontent au redoutable requin blanc.

Jeudi 16 avril

20 h 35. FR3. Fanny, d'après le roman de Pagnol, la suite de **Marius.**
21 h 30. M6. Local Hero, film américain de Bill Forsyth (1982) avec Burt Lancaster. Une comédie écologique à l'humour britannique.

Vendredi 17 avril

22 h 45. A2. Ciné-club : Douce, un film de Claude Autant-Lara (1943), avec Odette Joyeux et Madeleine Robinson. Une certaine satire sociale du milieu aristocratique à la fin du siècle dernier.

"La route"

de Vassili Grossman

La Route est un recueil de douze nouvelles écrites par l'écrivain russe Vassili Grossman entre 1934 et 1963, qui fut l'année de sa mort.

C'est la publication en français, en 1983, de *Vie et Destin,* qui fit connaître en France Vassili Grossman comme un grand écrivain russe. *Vie et Destin* (réédité depuis en livre de poche) est un roman poignant qui, en retraçant les destinées individuelles d'hommes et femmes pris dans la tourmente de la guerre et y retrouvant, devant le danger, une liberté de pensée, de parole, constituait un réquisitoire terrible contre le régime stalinien. Le manuscrit confisqué en URSS en 1961 n'y circula que sous le manteau.

Cependant, jusqu'à la fin, malgré les aléas subis par certains de ces manuscrits, Vassili Grossman resta un écrivain et un journaliste installé, en vue, en URSS. Et il n'y a pas, dans les nouvelles qui composent *La Route,* et qui ont été publiées en URSS, la même force et la même liberté de ton que dans *Vie et Destin*. Grossman — sauf peut-être dans ses nouvelles écrites pendant la guerre — n'y critique pas directement le régime. Mais, du moins si l'on en juge par les nouvelles publiées aujourd'hui, il sut rester un écrivain assez honnête et sincère pour n'écrire que ce qu'il pensait, et pour ne pas écrire ce qu'il ne pensait pas. Et ces nouvelles, écrites pour la plupart pendant la période stalinienne, sont émouvantes parce qu'elles mettent en scène non pas des héros tout d'une pièce, mais des hommes et des femmes simples, les anonymes de l'histoire, les sans-grade, ceux qui souffrent et qui peinent, avec leurs problèmes et leurs faiblesses, partagés, tiraillés, enthousiastes ou désespérés, mais toujours profondément humains et en fait, pleins de courage.

Ainsi Vavilova (dans *la ville de Berditchev*), l'héroïne d'une nouvelle qui se passe pendant la guerre civile, femme-soldat communiste, qui ressemble à un homme, "deux fois grande" comme l'artisan juif qui doit l'héberger malgré lui et qui gagne finalement le cœur de ses hôtes lorsqu'ils découvrent qu'elle va accoucher et qu'elle, la forte femme, a réellement besoin d'eux...

Les nouvelles écrites après 1938 sont plus noires. Elles montrent le monde des petits bureaucrates ; et puis surtout, avec la guerre, l'antisémitisme resurgissant avec l'arrivée des nazis (l'antisémitisme après la révolution, les atrocités antisémites pendant la guerre dans les régions occupées par les troupes nazies, les réactions des petits bourgeois juifs, sont des thèmes qui reviennent souvent dans l'œuvre de Grossman qui, juif lui-même, parlait de ce qu'il connaissait bien). Mais ce que Grossman montre toujours, c'est, quelquefois bien cachée, l'étincelle de chaleur humaine, de bonté, qui resurgit.

Ces nouvelles donnent, malgré leurs limites, une idée de l'évolution de la société russe de la guerre civile à la Deuxième Guerre mondiale et, en même temps, de l'évolution de l'écrivain, dont on sent monter au fil des années le désespoir.

Cécile BERNIER

La Route *de Vassili Grossman, édité par Julliard/l'Age d'homme. 233 pages. 90 F.*

"Belle de mai"

de Roger Bordier

Le 1er mai 1890, le premier 1er mai célébré dans de nombreux pays à l'appel de l'Internationale, sa célébration à Paris dans les quartiers populaires des Hauts de Belleville, et le 1er mai 1891 à Fourmies, petite ville industrielle du Nord où l'armée tendit un véritable guet-apens aux ouvriers du textile faisant 9 morts et des dizaines de blessés parmi les manifestants, composent la trame de ce roman.

On parcourt le pays à la suite d'un militant socialiste qui fonde des bibliothèques ouvrières, et de Rosa, la belle de mai insouciante que les événements se chargeront de transformer. Le thème est intéressant, et Roger Bordier veut nous faire partager l'espoir des travailleurs, des militants dont il raconte l'histoire. Mais c'est malheureusement traité de façon bien conventionnelle, comme un livre d'images d'Epinal. Et le style touffu de Bordier ne facilite pas la lecture. C'est dommage !

Belle de mai *de Roger Bordier. Ed. Albin Michel. 340 pages. 98 F.*

Rééditions en collection de poche

• "Le mur de la peste" d'André Brink

Les éditions *Le livre de poche* viennent de rééditer un roman récent du romancier sud-africain André Brink *Le mur de la peste*.

Il met en scène Andréa, une jeune métisse sud-africaine, qui a dû quitter, sept ans auparavant, l'Afrique du Sud, à la suite d'une liaison avec un Européen blanc. Depuis lors, elle s'est fait une place en France dans le milieu intellectuel et cinématographique, ce qui lui assure un certain confort matériel et moral. Pour elle, l'Afrique du Sud n'est qu'un souvenir douloureux, mais lointain.

La rencontre avec un militant syndicaliste noir, militant de la Conscience Noire, venu en Europe récolter des fonds pour l'organisation à laquelle il appartient, va placer de nouveau l'Afrique du Sud et son combat en travers de la vie de la jeune femme, et l'obliger à faire un choix.

L'histoire sentimentale se

double de l'histoire d'un engagement politique, dont on sait qu'il survivra à tout. Et on devine qu'Andréa retournera dans son pays, pour participer aux combats qui s'y mènent.

Au fil des pages, l'Afrique du Sud devient de plus en plus présente, l'Afrique du Sud actuelle, celle des déplacements forcés de populations noires vers les Bantoustans, celle de la répression policière, mais aussi celle de l'organisation ouvrière dans des syndicats anti-gouvernementaux. Celle de la force de vie et de lutte de la population noire que Brink sent invincible.

P.A.

Le mur de la peste *par André Brink. Le livre de poche. 540 pages.*

• "Vienne au crépuscule" d'Arthur Schnitzler

Le début du XXe siècle vit l'apogée de ce qu'on appelle "la culture viennoise". A Vienne en effet, capitale de l'Empire austro-hongrois, tous les arts étaient à l'honneur : la littérature avec Stefan Zweig et Arthur Schnitzler, la peinture avec Gustav Klimt et Egon Schiele, la musique avec Gustav Malher et Arnold Schoenberg, l'architecture avec Adolf Loos, pour ne citer que quelques noms. Freud était leur contemporain...

Le roman nous fait pénétrer dans ce milieu d'intellectuels viennois. Nous sommes les témoins de leur activité créatrice, de leurs échanges, de leurs amours. Quelques-uns entretiennent des liens avec la social-démocratie autrichienne, d'autres sont séduits par le sionisme.

Car les principaux promoteurs du renouveau culturel viennois d'alors sont des intellectuels juifs. C'est justement leur relative assimilation à la société autrichienne qui leur a permis de créer leurs œuvres. Mais, par contre-coup, leur succès et leur réussite alimentent l'antisémitisme quotidiennement présent dans la société viennoise.

Le roman ne date que de 1908, pourtant cette gangrène

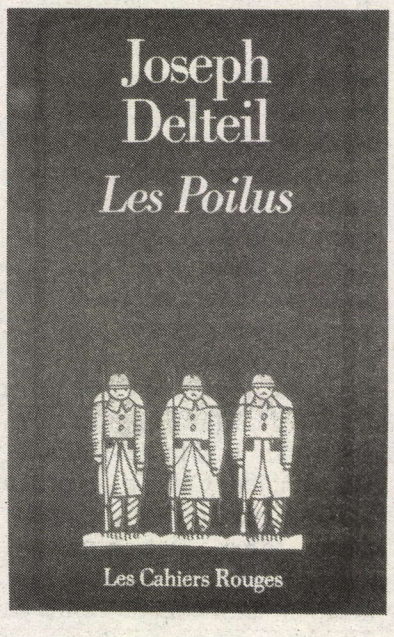
raciste, qui connaîtra son triomphe avec la victoire des nazis dans les années 30, a déjà commencé son lent travail de pourrissement.

Le témoignage que nous en donne ici Arthur Schnitzler est tout en demi-teintes. L'antisémitisme autrichien, en tout cas dans les milieux où il nous fait pénétrer, n'a pas la virulence de l'antisémitisme russe ou polonais. Il n'y a pas de pogrom, monnaie courante, au même moment, dans la Russie des tsars. C'est un antisémitisme en quelque sorte banalisé... Presque tous ces intellectuels sont trop absorbés par leur création, ou par eux-mêmes, et ils entretiennent l'illusion, qui s'avèrera funeste, que la culture peut constituer, en elle-même, une protection suffisante contre la barbarie du XXe siècle.

Vienne au crépuscule *d'Arthur Schnitzler. Livre de Poche, coll. Biblio, 347 pages.*

• "Les Poilus" de Joseph Delteil

C'est bien un livre sur la Première Guerre mondiale et ses principaux acteurs du côté français. Mais c'est un point de vue patriotard et va-t-en guerre qui en inspire toutes les pages ! Il a été écrit en 1926. L'auteur — qui fréquenta les surréalistes à Paris au début des années 1920, se retira au milieu des années 1930 à la campagne dont il ne bougea plus jusqu'à sa mort en 1978 — ne voit la cruauté, la bêtise et la barbarie... que du côté allemand. Quand il insiste sur l'origine paysanne de la plupart des soldats français, il décrit ainsi les tranchées : *"Ces boyaux, ils sentent la bonne cave. Mille souvenirs champêtres fleurissent dans les entonnoirs."* Delteil reprend tous les poncifs réactionnaires sur les généraux français humains et compétents, sur le président américain Wilson, vaillant défenseur des droits des peuples. Il en rajoute même avec un projet de sa composition : pour sauvegarder la paix en Europe, une armée internationale sur le Rhin, placée sous le commandement du Pape. Autrement dit : le sabre est le goupillon !



J.M.

Les Poilus *de Joseph Delteil. Les Cahiers rouges, Grasset. 243 pages. 42 F.*

VOYAGE DU PAPE EN AMÉRIQUE LATINE

▶ CHILI

Le pape bénit, Pinochet matraque

''*Jean-Paul II, emmène le tyran avec toi*'' ; ''*Liberté, liberté !*'' ; ''*Plus de crimes contre le peuple*'' : c'est avec ces slogans, criés ou écrits sur des banderoles, que des centaines de milliers de Chiliens ont accueilli le pape.

L'immense rassemblement dans les quartiers populaires de la banlieue sud de la capitale, celui des dizaines de milliers de jeunes et moins jeunes dans le stade où, il y a quatorze ans, au soir du coup d'Etat, l'armée parquait militants et suspects, ou encore la cérémonie au parc O'Higgins, dans le centre de Santiago, se sont tous transformés en autant de manifestations populaires d'opposition au régime. L'esprit de conciliation n'a pas inspiré la police du régime. A chaque fois, des manifestants ont été violemment matraqués, arrosés de jets d'eau glacée, bombardés de gaz lacrymogène — certains d'entre eux ont été blessés par balles — ; il a été procédé à des centaines d'arrestations. Et tout cela se passait au nez et à la barbe d'un pape qui, d'entrée de jeu, avait déclaré que le peuple chilien était moins mal loti sur le plan des libertés que le peuple polonais, et qui ne manqua pas une occasion de prêcher la non-violence, à l'usage des seuls pauvres sans doute !

Les ''croyants'' — et ils sont nombreux au Chili entre autres dans les classes populaires — qui pensaient que le pape prendrait leur parti ont bien eu droit à quelques paroles sur la justice et la liberté. Mais c'est tout. Jean-Paul II a eu plus de gestes de soutien vis-à-vis de Pinochet qu'il n'était prévu. Il est resté plus longtemps en sa compagnie et s'est montré au balcon du palais présidentiel pour saluer un regroupement de partisans de la dictature. Ce geste a été interprété comme un geste de soutien au régime. L'alliance du sabre et du goupillon est bien trop ancienne pour qu'on s'en étonne !

Pourtant la déception populaire semble avoir été grande au Chili. La venue du pape avait été préparée longtemps, très longtemps à l'avance. Dans les quartiers les plus pauvres, où le mécontentement est grand, où l'on assiste parfois à de véritables émeutes, et où si l'on en croit la presse, des manifestations spontanées ont lieu de plus en plus fréquemment ces derniers mois, les curés, aidés de laïcs, avaient organisé des réunions de jeunes et de moins jeunes pour préparer des ''interventions''. On discutait de ce qu'on allait dire au pape, des affiches, des banderoles.

Ces curés, ces animateurs des ''*communautés ecclésiastiques de base*'' organisent traditionnellement dans ces quartiers des distributions de vivres, des dispensaires, des coopératives, et prennent en charge l'approvisionnement en eau et en électricité. Ils gèrent le dénuement et la misère. Ils ont été la seule force organisée tolérée aux heures les plus noires de la dictature, si bien qu'ils sont devenus des relais par lesquels s'exprime le mécontentement, en même temps qu'ils alimentent non seulement les préjugés religieux mais aussi les illusions des masses sur le pacifisme, l'apolitisme, le réformisme. Du côté des habitants du quartier contre les flics, ce clergé des pauvres se fait néanmoins l'apôtre de la non-violence et le plus souvent de l'anti-communisme.

Les curés des quartiers pauvres, et les militants laïcs qui les aident ont présenté aux habitants de leurs quartiers la venue du pape comme un pas en avant vers plus de justice, plus de liberté. Et les illusions qu'ils ont semées ont coûté cher à ceux qui, confiants dans les interventions du pape, se sentirent encouragés et occupèrent des terrains vagues qu'ils rebaptisaient ''*campements Jean-Paul II*'', pour y construire leur baraque ; ils ont été impitoyablement chassés au cours d'affrontements qui ont fait au moins deux morts...

Mais les militants chrétiens n'ont pas été les seuls à tenter d'endormir les masses avec la venue du pape.

Les classes populaires chiliennes n'ont pas de vrais alliés, chez les émissaires du ciel. Mais elles n'en n'ont pas non plus dans les dirigeants de l'opposition à Pinochet. Tous les partis politiques d'opposition ont voulu être reçus par le pape. Le Parti Communiste a tenu à réaffirmer qu'il était contre la violence pour être de la partie. Et cela pendant que ses militants jeunes et moins jeunes prenaient les coups de la police.

Les travailleurs et les habitants des quartiers populaires n'ont que de faux amis dans les rangs des partis de l'opposition anticommuniste — dont font partie la plupart des regroupements socialistes — qui ont pour toute politique de négocier avec Pinochet les modalités de leur participation aux futures élections de 1989. Comme ils ont aussi de faux amis dans les dirigeants du Parti Communiste Chilien. Celui-ci cherche à se faire reconnaître par les autres forces d'opposition et opère des revirements à 180° indépendamment des intérêts de la classe ouvrière comme de l'ensemble des masses pauvres. Après avoir affirmé pendant des années le bien-fondé de la lutte armée, et constitué un appareil militaire, le Front Patriotique Manuel-Rodriguez, après avoir mené une politique armée sans lien réel ni avec la conscience ni avec l'organisation des masses, les dirigeants du Parti Communiste Chilien ont fait volte-face il y a trois mois, annonçant qu'ils renonçaient aux actions armées. Leur but était de se faire admettre par les chrétiens-démocrates, les socialistes. C'est dans ce but qu'il y a dix jours, ils se sont désolidarisés des militants du Front Patriotique Manuel-Rodriguez (qui, emprisonnés depuis l'attentat manqué contre Pinochet, font une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques).

Mais le voyage du pape au Chili a néanmoins quelque chose d'important : malgré la répression, malgré les trahisons, les compromis des organisations politiques, les classes populaires chiliennes n'acceptent pas de se taire. Malgré les propos lénifiants des dirigeants religieux de haut niveau, ordre du pape ou pas, ordre des curés ou pas, conseil des socialistes ou des communistes ou pas, elles ont montré qu'elles savaient se donner les moyens de faire entendre une indignation ou une colère qui peut déborder à chaque moment la volonté de tous ceux qui veulent se servir d'elles mais pas contribuer à leur émancipation. Les chrétiens, les réformistes socialistes ou staliniens voudraient que la colère ne déborde pas et prient le ciel, le pape et Pinochet, de ne pas pousser le peuple à la révolte. Mais c'est cette révolte qui couve peut-être et s'il y a un espoir pour les masses chiliennes, c'est bien que leur colère éclate et fasse voler toutes ces hypocrisies en éclats.

Henriette MAUTHEY

▶ ARGENTINE

La réaction et sa très sainte mère, l'Eglise

On ne peut pas dire que la visite du pape ait soulevé les foules en Argentine. D'après un sondage, dans ce pays pourtant très catholique, 51 % de la population est indifférente, voire hostile à la venue du pape. Il faut dire que personne ne peut ignorer le sens du ''message'' de Jean-Paul II et qu'ils ne sont pas nombreux à vouloir l'écouter.

D'abord, beaucoup ne peuvent oublier comment, lors de sa visite en 1982, le pape avait béni la junte militaire, faisant semblant d'ignorer que c'était une dictature qui sévissait, dictature (1976-1983) pendant laquelle on a compté 30.000 ''disparus'', pour la plupart torturés et assassinés dans différents centres militaires du pays.

Ces crimes, l'ensemble de l'épiscopat argentin les minimise, voire les nie. Ce qui n'est pas étonnant car celui-ci, non seulement a soutenu le régime, mais a même collaboré à la répression comme l'ont mis en évidence les témoignages lors du procès contre les neuf membres des ex-juntes. Et il n'est pas étonnant non plus que l'épiscopat ait été l'un des plus chauds partisans de la ''loi de l'oubli'' présentée par le gouvernement d'Alfonsin et destinée à mettre un ''point final'' aux poursuites contre les militaires et les policiers accusés de violation contre les droits de l'homme.

Alors, tous ceux qui, comme les Mères de la place de Mai, se sont battues et continuent à se battre pour que ''jugement et châtiment soient rendus à tous les coupables'' ne mâchent pas leurs mots sur les mots de ''réconciliation'' mis en avant par le pape.

Mais la visite du pape vient aussi à un moment où l'épiscopat argentin brille par une autre position réactionnaire en s'opposant à la loi sur le divorce.

L'Argentine est en effet un des cinq pays dans le monde où a cours une vieille loi réactionnaire contre le divorce.

Sur une population qui compte 30 millions d'habitants, deux millions et demi de couples vivent en concubinage, et 70 % de cette population est favorable au divorce. Cette loi sur le divorce, qu'Alfonsin promettait dans son programme électoral, n'est toujours pas votée. Les députés l'ont approuvée en juillet dernier mais le Sénat continue à s'y opposer, et l'épiscopat argentin a mis tout son poids dans la balance pour qu'elle ne soit pas approuvée. Si l'épiscopat n'a pas réussi à mobiliser de façon significative ses fidèles, il ne se prive pas d'utiliser toutes les pressions que lui permet sa place dans la société argentine. Contrôlant une bonne partie de l'enseignement, il ne manque pas de prendre des sanctions contre tous ceux qui se déclareraient favorables à la loi sur le divorce. C'est ainsi que des juges, également enseignants à l'université catholique et qui s'étaient prononcés pour le divorce, n'ont pas vu leur contrat renouvelé. Plus ridicule, trois députés, très catholiques, mais qui avaient voté la loi, se sont vu refuser la communion !

Autant dire que les discours tenus par le pape sur le divorce ne peuvent être ressentis que comme un encouragement à tous ceux qui s'opposent au vote de la loi et qui pourraient contribuer à faire retarder sa mise en place.

Bref, des propos dans le sens d'une amnistie des militaires, au maintien d'une loi réactionnaire : le pape n'a pas grand-chose à dire qui puisse plaire à l'ensemble de la population argentine.

Hélène GRILLET

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995